

Le comptable de Bakary Togola dit tout : “Ce qui m’a encore écœuré, c’est lorsque j’ai voulu savoir combien nous avons reçu de subventions”

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

457

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Débat de l'émission POLITIK sur Africable



**La Démocratie malienne
entre trahison et espoir**



Drame de la circulation : 7 morts et 46 blessés



**La Commune Rurale de Baguineda-Camp ou
l'antichambre de la fraude municipale : Plus de 529
millions de FCFA volés en trois ans**

**MOBICASH
SOMAGEP SA**



**SOCIETE MALIENNE DE GESTION
DE L'EAU POTABLE - S.A.**



SPRIT

**Payez vos factures SOMAGEP SA ou
celles de vos proches avec Mobicash.
Composez *166# option 6 puis 4.**

*Les frais varient de 100 F à 250 FCFA selon le montant de la facture.

Une	Débat de l'émission POLITIK sur Africable : La Démocratie malienne entre trahison et espoir	P.4
Brèves	Conférence de haut niveau sur l'Amazonie : Le président IBK à la cérémonie	P.9
	Liberté de presse en Afrique francophone : Selon le classement 2019 de Reporters sans frontières	P.9
	Meeting d'information du PPP: Les jeunes députés appellent à la mobilisation générale pour sauver le pays	P.9
	FEMMES HANDICAPÉES : « 90% d'entre elles sont privées de leurs droits	P.10
	Affaire de la demande de visa de Grand P : L'ambassade de France s'explique	P.10
	Affaire Bérêts rouges : Mme Konaré Lafia Diarra exprime son désespoir	P.11
	Le grand retour d'EDM au Nord du Mali : En passe de fournir de l'électricité à Kidal ?	P.12
Actualité	Drame de la circulation : 7 morts et 46 blessés	P.14
	Le comptable de Bakary Togola dit tout : «Ce qui m'a encore écœuré, c'est lorsque j'ai voulu savoir combien nous avons reçu de subventions»	P.16
	Communiqué du Bureau du Vérificateur Général : « AFFAIRE BAKARY TOGOLA: 60 millions de FCFA au BVG pour ne rien voir »,	P.18
	Appel d'offre de construction du siège de la BNDA: Coris Bank International et la BNDA en flagrant délit de fraude au profit de l'Entreprise chinoise Wietec	P.19
	La Commune Rurale de Baguineda-Camp ou l'antichambre de la fraude municipale : Plus de 529 millions de FCFA volés en trois ans	P.20
Politique	Face à l'entreprise de démolition de la démocratie par Moussa Traoré : La réaction de l'ancien Président Alpha Oumar Konaré	P.22
	Création ex-nihilo de conflits inter-ethniques dans le Centre : Déstabilisation planifiée de la société malienne	P.24
Culture & société	Santé : Ces 8 habitudes qui endommagent vos reins!	P.27
	Insalubrité : Bamako, la cité des ordures	P.28
	Transports en commun à Bamako : Indispensables mais... désagréables "Sotramas"	P.30
International	Putsch manqué : Le Ghana déjoue un « coup d'État »	P.31
	Burkina : Boureima Badini démissionne du CDP	P.31
	Fonds nigériens dans les banques suisses : La Suisse restitue au Nigeria des fonds détournés par le dictateur Sani Abacha	P.32
	Brexit au Royaume-Uni : Echec total pour Boris Johnson, la suspension du Parlement annulée	P.33
	Etats-Unis : Donald Trump nie avoir fait pression sur l'Ukraine pour nuire à Joe Biden	P.34
Sport	FIFA The Best 2019 : Messi a voté pour Sadio Mané	P.35
	The Best : L'absence de Mané et Salah du palmarès suscite la polémique	P.36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougé

P.10



P.18



P.23





Débat de l'émission POLITIK sur Africable : La Démocratie malienne entre trahison et espoir

Le dimanche, 22 septembre 2019, trois témoins de la politique malienne étaient les invités de la Chaîne panafricaine Africable pour un débat-bilan de la démocratie malienne. Il s'agissait de Me Mountaga Tall, Président du Congrès National d'Initiative Démocratique-Faso Yiriwa Ton, de Choguel Kokalla Maïga, Président du Mouvement Pour le Renouveau (MPR), et de Oumar Mariko, Président de Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI). Pendant une heure, ces trois personnalités politiques maliennes ont tenté de cerner les contours de la Démocratie malienne, d'en analyser les forces et les faiblesses. Si le thème du débat était « le Mali du régime de Moussa Traoré à l'ère démocratique », les invités d'Africable télévision n'ont pas pu s'empêcher de faire des incursions dans la première République et d'évoquer les premières heures d'indépendance du Mali, après l'échec de l'éphémère Fédération du Mali. D'une façon générale, les téléspectateurs, qui s'attendaient sans doute à un débat houleux et pimenté par la présence de Choguel Kokalla Maïga, farouche défenseur de Moussa Traoré dont il revendique l'héritage politique, du sulfureux Oumar Mariko, démolisseur de ses anciens « camarades » de Mars 1991 et par ailleurs opposant de la pre-

mière heure au général-Président déchu, et du subtil mais débateur intraitable Mountaga Tall, les téléspectateurs ont dû donc se contenter de quelques piques distillées çà et là et d'une attaque tous azimuts contre les « démocrates » au pouvoir depuis juin 1992 et qui auraient dépouillé la Démocratie malienne de tout son contenu.

Lorsqu'on évoque les premières heures de l'Indépendance du Mali, l'unanimité se fait, et toujours, autour de la personne de Modibo Kéita,

par ailleurs surnommé « Père de l'Indépendance ». La personne du Premier Président du Mali occulte presque toujours toutes les personnes, femmes et hommes, qui ont œuvré dans l'ombre à ériger une Nation, à asseoir les bases d'un Mali nouveau. C'est pourquoi il est remarquable que Choguel Kokalla Maïga ait rappelé la personne de Aoua Kéita qu'on ne connaît que parce qu'elle a été la première Femme députée du Mali. Ainsi le Président du MPR évoque une « Aoua Kéita qui a été la cheville ouvrière de l'implantation de l'Union Soudanaise RDA dans les régions du nord » et rappelle « qu'en 1951 les élections partielles ont lieu grâce à elle ».

D'une façon générale, la personne de Modibo Kéita a été épargnée dans le débat, quand on l'a évoquée, c'est sans doute parce que celle de son « tombeur » Moussa l'a également été. Excepté le rappel de Choguel Kokalla Maïga pour affirmer que c'est Modibo Kéita qui a signé le retour du Mali dans la zone franc, en réplique à Oumar Mariko qui évoquait le retour au Franc CFA sous Moussa Traoré, les invités du journaliste Robert Dissa se sont gardés de toute attaque contre Modibo Kéita et celui qui l'a fait « chuter » en novembre 2019. Même si Mountaga Tall, a propos des attitudes dictatoriales de Moussa Traoré a rappelé qu'il a instauré un parti unique et constitutionnel avec toutes ses conséquences, que les auteurs du tract de 1974 ont été condamné aux travaux forcés pour avoir exprimé leur désaccord avec le projet de Constitution qui était en débat, que le certificat de militantisme était exigé pour avoir une bourse d'études ou un emploi, que l'on ne pouvait sortir du Mali sans un visa de sortie ou encore que le



leader étudiant Cabral a été assassiné. Le Président du MPR a beau affirmer que les actes posés par les uns et les autres devront être analysés dans « une perspective historique », il faudra bien qu'un jour, les intellectuels maliens osent dire toute la vérité sur leurs dirigeants à travers un diagnostic sans complaisance, afin d'éclairer les jeunes générations sur l'histoire récente de leur pays.

Si par pudeur ou par retenue, Modibo Kéita et Moussa Traoré ont été relativement épargnés par les débatteurs, il n'en fut pas de même de l'ère démocratique du Mali. En effet, l'unanimité s'est faite sur le déviationnisme des tenants du pouvoir depuis 1992, particulièrement l'Alliance pour la Démocratie au Mali-Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ). Mountaga Tall est catégorique : d'Alpha Oumar Konaré à IBK, c'est le pouvoir de l'ADEMA qui « s'est perpétué avec des visages différents ». Le Président du CNID-FYT enfonce le clou en ces termes : « Nous nous sommes battus pour un idéal, ceux qui ont hérité de cet idéal se sont retournés d'abord contre nous, ont jeté aux orties ce que nous attendions, ont piétiné les promesses et ont amené les Maliens à douter même des vertus de la démocratie... alors même que la démocratie n'est pas en cause. Ce sont des hommes et des femmes qui se sont comportés de façon contraire à toutes les règles démocratiques ».

Opposant à Moussa Traoré, dont il reconnaît quelques acquis comme les journaux libres, Dr Mariko l'est aussi contre les « pseudo démocrates ». « On ne doit pas confondre les libertés démocratiques et la démocratie. Quand on confond les libertés démocratiques et la démocratie on ne s'en sortira pas. Moi j'ai fait onze mois de prison pour complicité d'injure au chef de l'Etat. Au même moment Moussa Traoré a permis l'existence des journaux libres. Je tire le rideau sur le régime de Moussa Traoré pour me tourner vers ceux-là qu'ils se sont dit démocrates et qui ont promis monts et merveilles d'abord aux élèves étudiants du Mali, les revendications scolaires que nous avons présentées à cette époque-là ont toutes été soutenues par ceux-là qui sont au pouvoir mais malheureusement de 92 à aujourd'hui il n'y a qu'une marche à reculons et il se trouve que les revendications scolaires sont reprises ». Choguel Kokalla Maïga affiche une position plus conciliante quand il affirme ne pas croire que « de façon délibérée les gens cherchent à faire



du tort au Mali ». En somme, si le Mali en là aujourd'hui, c'est tout simplement parce que les dirigeants, qui sont de bonne foi, se sont simplement trompés. Ainsi aucun Président depuis Modibo Kéita n'est blâmables ! C'est une façon habile du Président du MPR d'innocenter son mentor de général-Président et ainsi prévenir les attaques de ses co-débatteurs contre la deuxième République même s'il est d'accord qu'en ce qui concerne les anciens président du Mali « la meilleure façon d'honorer leur mémoire ce n'est pas forcément de dire qu'ils n'ont fait que du bien, c'est d'identifier là où il y a eu effectivement des erreurs et les corriger ». Ce qui n'empêche pas Choguel Kokalla Maïga d'évoquer l'emprisonnement et la déportation sous Modibo Kéita, de ceux qui ont tenté de créer un parti politique conformément à la Constitution qui reconnaissait le pluralisme démocratique. Ce fut notamment le cas de Mamadou Faïnké quand il a tenté de créer son parti politique.

S'agissant de la révision constitutionnelle, le Président du MPR se demande pourquoi les différents Président de la République de l'ère démocratique ne tentent ou n'ont tenté de réviser la constitution qu'en fin de leur mandat. Dans les trois cas, assure Choguel Kokalla Maïga, le pouvoir politique connaît des crises : Alpha Oumar Konaré quand il y avait le conflit avec le Collectif des partis politiques d'opposition (COPPO), ATT quand « l'État ne fonctionnait plus », et avec IBK « la révision constitutionnelle a un objectif majeur, c'est inscrire dans la Constitution, en marbre, les outils législatifs pour organiser de façon subtile la partition de notre pays sous l'influence des mouvements séparatistes et de la communauté internationale ».

La Constitution actuelle, celle de 1992, ne fait pas « obligation au pouvoir de tenir ses engagements électoraux », selon Oumar Mariko. C'est pourquoi, dit-t-il, cette Constitution « n'est pas la Constitution de mon option politique ». Et Dr Mariko de dire que « la crise que vit aujourd'hui le Mali ce n'est un problème de Constitution, c'est un problème de vision politique... de nationalisme tout court ». Me Mountaga estime que si révision constitutionnelle il y a, on devrait dire « pourquoi on veut réviser la Constitution et quels sont les articles qu'on veut réviser » car « la Constitution c'est la norme supérieure à respecter ».

Le dernier thème traité est celui de l'éducation, notamment l'École malienne. Tous les débatteurs reconnaissent que l'École malienne est au plus mal et qu'il faut, au-delà des différents programmes qui se succèdent sans discontinuer, se pencher sérieusement à son chevet. Cela passe par l'adoption d'une politique éducative qui tienne compte des réalités socio-culturelles du pays, qui mette l'enseignant au cœur du système, qui dépolitise l'École et assure la sécurité dans l'espace scolaire. On peut regretter que seulement une dizaine de minutes aient été consacrées à un thème aussi important que l'École malienne qui reste l'un des échecs les plus cuisants de l'ère démocratique et qui compromet dangereusement la relève des cadres du pays dans presque tous les domaines. On peut regretter aussi l'absence de représentants du pouvoir et surtout de l'ADEMA-PASJ qui a été au cœur du débat. Mais comme l'a dit Me Mountaga Tall, le débat politique est aussi un des acquis de la démocratie, l'une des rares choses qui donnent encore à espérer.

■ Diala Konaté

Moussa Baba Coulibaly



Des morts et des brûlés, c'est le bilan de l'explosion d'une citerne près d'une station d'essence à Badalabougou. Repos éternel aux victimes innocentes qui ont eu la malchance d'être là au mauvais moment.

Énième accident et énième communiqué banal qui indignent plus qu'il n'informe. N'est-il pas temps de tirer les leçons de tous ces accidents de la circulation qui font des tués, des mutilés et des dégâts. Demain encore, de nouvelles citernes remplies de carburant circuleront à des heures de pointe en dépit de nos regards désapprobateurs.

Les résultats des enquêtes annoncées, ne seront pas, comme d'habitude publiés et la sanction ne sera pas, comme d'habitude, connue. Comme d'habitude aussi, les familles endeuillées s'en remettront à Dieu. Il est temps que cesse l'IMPUNITÉ. Il ya bien une autorité qui doit prendre ses responsabilités.

Touré Abdoul Karim



En 2012 l'armée malienne a subi l'une des défaites les plus humiliantes de son histoire. J'ai vu des militaires maliens fuir comme des serfs pris au piège.

L'armée malienne a fui en abandonnant toutes les régions du Nord et les populations civiles.

Des soldats maliens ont jeté les armes, brûlé leurs tenues et fuir du terrain, il faut le dire.

Les gens sont fatigués de continuer de faire semblant en se nourrissant de l'illusion que le Mali est un État qui mérite l'attention. Une administration médiocre, coûteuse, qui souffre de lourdeur, d'arrangements, et de corruption.

Une armée obsolète, des militaires sans formation idéologique avec sa hiérarchie de torchon pour s'en servir au besoin, des hommes politiques corrompus et égoïstes.

Une société civile ruinée par les mensonges et les raccourcis qui aboutissent toujours à des divisions éternelles.

Quand on voit au milieu de cette cacophonie culturelle, l'indifférence et la pauvreté spirituelle, il est facile de comprendre que cette société dite malienne (même si c'est péjoratif) n'a jamais établi les bases d'une société évolutive vers L'UNITÉ.

Nous sommes en 2019, et paradoxalement les maliens n'ont jamais été aussi divisés, et très pauvres moralement.

On continue de prêcher avec l'idée que l'État est faible, alors que tous les jours, des individus se remplissent les poches avec l'argent de ce même État.

Parmi les présidents mendiants du monde, notre vieux pseudo bourgeois, figure en-tête de liste. On voit bien que c'est un président qui a son palais présidentiel dans son avion.

Il n'a cessé de véhiculer qu'un seul message: [le Mali est en guerre contre le terrorisme, nous avons besoin d'argent pour acheter des équipements et faire fonctionner notre administration].

Et pourtant les dons, les dettes, les investissements privés des multinationales françaises, disparaissent dans des élections, des voyages, de la corruption en grande masse.

Comment se convaincre que le Mali est un État ????

Touré Abdoul Karim

Toute la hiérarchie militaire malienne est impliquée dans la corruption des fonds alloués pour l'achat des équipements militaires de l'occupation à nos jours.

Les hommes politiques maliens sont des cafards qui vivent de la merde humaine. Ils prennent tout sur leur passage, même l'argent des armes qui doivent être achetées pour libérer le pays.

Même la justice malienne est vendue avec son département de pôle économique. Ces affaires seront étouffées, puis oubliées.

Un peuple lucide doit pendre ces individus à la télévision nationale pour que cela sert d'exemple.....

Touré Abdoul Karim

Mission Permanente du Mali ONU



Madame Keita Aminata Maiga séjourne à New York (Etats-Unis) où elle prend part aux événements entrant dans le cadre de la 74ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Ce 24 septembre 2019, l'épouse du chef de l'état a pris part au panel de haut niveau de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement (OPDAD) et du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) tenu sous le thème : « Renouveler l'engagement en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en Afrique. »

Prenant la parole, Madame Keita a réaffirmé son engagement en faveur de l'égalité des sexes et a souligné les efforts du Mali pour la promotion scolaire des filles à travers, entre autres, la lutte contre le mariage d'enfants, les Mutilations génitales féminines (MGF) et la sensibilisation de proximité.

Les Premières Dames ont proclamé un Appel dans lequel elles invitent les Etats membres de l'Union Africaine et les différents partenaires à promouvoir l'autonomisation des femmes.

OPDAD

UNGA

Mali

Touré Abdoul Karim

Bina Sogoba



Dialogue/accordAlger

La CMA suspend sa participation aux travaux sur le Dialogue National Inclusif suite aux propos du Président de la République qui officialisent la possibilité de rediscuter de certaines dispositions de l'accord pour la paix.

IBK doit les ignorer ; ils sont en complicité avec la France.

Je dis une chose à la France :
Elle va échouer au Mali.
Avp/Bina sogoba

Adama Le Génie Traore

Si jamais l'affaire des avions handicapés reste sans suite, mieux vaut légaliser l'arnaque et le gaspillage des deniers publics.

Paul Diarra

Ne dit-on pas que le temps est le meilleur des juges ?

Nous voulons que notre pays avance mais nous ne posons pas les actes qu'il faut afin que ce pays avance. La compromission est là ! Les critiques fusaient de partout quant à la non-réalisation de la promesse du président IBK de doter tous les étudiants d'un ordinateur afin que ceux-ci puissent apprendre facilement ; faire des recherches. Hélas juste une année après que ces ordinateurs aient été officiellement remis aux étudiants ; force est de constater que ces derniers au lieu de les utiliser à bon escient ; préfèrent les « bazarder ».

Pensons-nous qu'avec ce genre d'attitude ; nous pouvons avancer ? Etait-il nécessaire de donner ces ordinateurs si c'était pour qu'ils se retrouvent sur le marché ? Le président de la République en tout cas a fait sa part ; reste aux étudiants d'être responsable en utilisant ces outils aux bonnes fins.

En images ; des preuves de mes affirmations ; c'est déplorable !

Remarque : la marque YATCO est la marque d'ordinateurs personnalisés remis aux étudiants de notre pays.



Malick Konate

Dites à la dame qui est entrain de traduire le discours de notre Boua Choco en anglais de ne pas déformer les propos deh. #DiscoursONU



Nous (peuple malien) demandons que toute la lumière soit faite autour des 3 milliards 500 millions évaporés dans la nature à l'hôtel des Finances.

N.B : Les sorciers oublient toujours, mais les victimes n'oublient jamais. Envoyez à KASSOGUE.

Et pourtant les camions-citernes et gros-engins sont interdits de circuler pendant la journée.

Explosion camion-citerne à Badalabougou : Plus de cinq morts et une quinzaine de blessés dont des cas graves.

Ko "Les Prisonniers aussi exigent de rentrer dans APCAM.... Association des Prisonniers Cotonculteurs et Agriculteurs du Mali..... sinon Bakary bouge pas de las bas"

Kôrô Cheick Tidiane Diallo, tu as fait ma semaine déjà

Bonjour mes chers cotonculteurs. Où est notre Prezidant Bakary ?

Ammy Baba Cisse

Un dialogue national inclusif sans la CMA, sans une bonne et vraie partie de l'opposition est encore possible. Mais pour quelle fin?



Rien ne vaut un pays où le pouvoir arrête le pouvoir. Cela relève de la disposition des choses selon Montesquieu

21 h • Le Bureau du Vérificateur Général pense que les gens s'acharment contre lui. Qu'a-t-il fait et qui a abouti?

Quand on tape dans la gîte des gros criminels, les cris sont nécessaires. C'est le peuple qui a décidé de prendre son destin en main.

Amadou Tall

REVOLTES ET VIOLENCES MEURTRIÈRES À #TOMBOUCTOU :

POUR DES OTAGES LIBÉRÉS SANS RANÇON -

Une question d'abord: ya-t-il un rapport entre les violences meurtrières à Tombouctou et à #Niono? Les deux ont commencé mercredi 18 pour finir tragiquement le jeudi 19.

Un pure hasard? Passons.

Toutes proportions gardées, je répète: toutes proportions gardées, ce qui se passe à Tombouctou est pire que ce qui se passe au centre. Le nombre de tués chez les Dogons et leurs frères Peuls est sans comparaison.

Le déclenchement a eu lieu dans la nuit du 14 au 15 (une semaine jour pour jour): deux agents de santé (deux MAÏGA) sont enlevés dans la clinique (photo) où ils travaillent par six hommes (arabes) armés. Une rançon de 40 millions CFA est demandée pour leur vie.

Ce sera la goutte qui fait déborder le vase.

En effet à Tombouctou, ce sont non stop des vols, pillages, braquages, brigandages sur les véhicules, attaques à domicile, assassinats ciblés (y compris en pleine journée) et surtout des enlèvements pour demander une rançon.

Le lundi 9, le Maire de Banikane, Talhata MAÏGA a été enlevé et libéré contre 20 millions CFA. Juste après, Issouf TOURÉ, homme d'affaires, a été pris et libéré pour 60 millions CFA. Le commerçant Sidi DICKO a subi le même sort avant. Le 26 août, une ambulance destinée au Centre de secours fluviale de Niafunke est enlevée de passage. Un sapeur pompier est tué au cours du braquage.

Le coup de la clinique est mal passé. Les jeunes du quartier Abaradjou ont décidé (voyant que l'Etat faisait toujours le mort) de sécuriser leur zone. Ils ont installé des points de contrôle.

Ensuite, ils ont lancé un message aux ravisseurs: vous avez deux jours pour libérer les otages sains et saufs. Les ravisseurs ont compris et ils ont relâché les deux agents. Apparemment avec beaucoup de colère.

Le mercredi en fin de journée, un véhicule passe un point de contrôle, tire sur les jeunes et font des blessés. Ils sont postés et reconnus.



(C'est à 21 heures que le commissaire #TOUNKARA rentre à Niono). Tôt le matin, les jeunes convergent vers le bâtiment (photo) où les tireurs de la veille, considérés comme étant les preneurs d'otages et du reste, sont retranchés. (Au même moment, les jeunes déferlent sur le commissariat de Niono où il vont tuer le commissaire).

C'est avec les rafales des armes de guerres qu'ils sont accueillis. Qui font des morts et des blessés. Les forcent de l'ordre viennent s'interposer. (À Niono, les policiers nettement en sous nombre n'ont pu compter que sur leurs jambes. Personne ne les a secouru).

La situation à Tombouctou est très dangereuse et explosive. La #Minusma et #Barkhane sont vomis d'un côté mais soutenus de l'autre. Ils jouent un rôle négatif. Il ya une dimension raciale dans. Certains ne supportent plus de subir, d'autres ne peuvent pas accepter cela. Le Gouverneur est un touareg considéré comme un "azawadiste" de la #CMA. Certains sont armés et d'autres à mains nus. Cela risque d'être Palestine/Israël.

C'est peut être ce que la communauté internationale recherche non? Et ce qu'elle veut, c'est ce que Bamako fait.

Les maliens n'ont qu'une solution: serrer les coudes pour sortir le pays de l'ornière. Non seulement personne au monde ne viendra vous

aider, mais en plus, tous ceux qui viennent, c'est pour vous enfoncer.

Mamadou Ismaila KONATE



La lutte contre la corruption n'est que chimère lorsque la 1ère réponse du parquet demeure le #classement sans suites des dossiers majeurs qui exposent a maxima les deniers publics et le comportement frauduleux de crapules qui se drapent de la vertu républicaine à tort.

Roch KABORE



J'appelle tous les partenaires à adhérer sans réserve au Partenariat International pour la stabilité et la sécurité du Sahel, que nous avons proposé au sommet du G7 à Biarritz avec l'Allemagne et la France. G5Sahel #UNGA74

SAMA

transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Conférence de haut niveau sur l'Amazonie : Le président IBK à la cérémonie



Le président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita a participé ce mardi matin à la conférence de haut niveau sur l'Amazonie et les forêts en danger. La Conférence était coprésidée par les Présidents Emmanuel Macron de la France, Sebastián Piñera du Chili et Iván Duque de la Colombie. Le Sommet sur "l'urgence climatique" est le premier rendez-vous de la 74ème Assemblée Générale des Nations Unies. Le secrétaire général de l'ONU veut tourner la page des discours pompeux et sans lendemain pour laisser la place à «des plans concrets et réalistes».

■ **Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République du Mali**

Liberté de presse en Afrique francophone : Selon le classement 2019 de Reporters sans frontières



Le Burkina Faso, premier pays d'Afrique francophone en matière de liberté de presse, selon le classement 2019 de Reporters sans frontières. Le pays occupe le quatrième rang africain après la Namibie, le Cap vert et le Ghana. En 2014, en fin de mission au service de la réforme des lois sur la presse, j'avais écrit : "(...) En gardant la vigilance de tous les instants qu'exige une liberté plus grande, je suis certain que, dans une poignée d'années, la couronne de leader africain nous reviendra". La liberté de presse doit autant à l'audace de l'esprit qu'à la lettre de loi. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'au Burkina Faso, le journaliste est particulièrement jaloux de sa liberté.

Je continue de croire que cette couronne africaine est à notre portée, même si je constate que, depuis quelque temps, le pays est gagné par la peur et le doute. Or, la peur ne fait jamais heureux ménage avec la liberté.

Meeting d'information du PPP : Les jeunes députés appellent à la mobilisation générale pour sauver le pays

Les jeunes parlementaires ont organisé un meeting géant le dimanche, 22 septembre 2019, sur le terrain de football de Djéli-bougou, en face de la SOTELMA. Ce meeting d'information a mobilisé plusieurs dizaines de personnes et s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 59ème anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale. Il avait pour objectif principal de commémorer le 22 septembre dans un esprit de résistance patriotique face à la mise sous tutelle de notre pays. Sur place se trouvait le drapeau national et une grande photo à l'effigie du Président Modibo Keita (Premier Président de la République du Mali) qui a été désigné comme Président du Parlement Populaire du Peuple (PPP). Portant tous des écharpes, ces jeunes parlementaires, qui prétendent être comme tel, étaient nombreux à la rencontre.

Tout au long du meeting, les slogans « Nous sommes prêts pour la Révolution » ou « Parlement Populaire du Peuple, Nous sommes le Peuple » ont été scandés par ces parlementaires auto proclamés qui se disent prêts à aller protester devant l'Assemblée Nationale lors de la prochaine rentrée parlementaire prévue pour le mois d'octobre prochain. Rappelons que le Parlement Populaire du Peuple est un mouvement de la société civile qui conteste la prolongation du mandat des députés et considère désormais tout les maliens comme élu de la nation. A l'entame des



travaux, le mot de bienvenue a été prononcé par l'Honorable Karamoko Diarra de la Commune I, hôte de l'évènement. Ensuite l'Honorable Louise Diallo a, dans une brève intervention, fait l'historique du 22 septembre 1960 qui est, selon elle, une étape importante dans la vie de notre nation. Ces propos ont été renforcés par l'honorable Amadou Lamine Diallo qui estime que le pays a perdu sa souveraineté depuis le coup d'Etat militaire de Novembre 1968. Pour preuve, il a évoqué le fait que les éléments de la souveraineté (la souveraineté économique et monétaire, la souveraineté politique, la souveraineté territoriale) ne sont pas des réalités au Mali. Avant de condamner avec énergie la double prolongation du mandat des députés de la cinquième législature qui, pour lui, constitue une violation manifeste de la Constitution du 25 février 1992. Au cours du meeting, les différents intervenants se sont succédé au micro pour inviter l'assistance à une prise de conscience face aux enjeux de la situation nationale afin de sauver le pays de la crise multidimensionnelle qui la secoue depuis des années.

■ **Alpha Sidiki Sangaré**

Femmes handicapées : 90% d'entre elles sont privées de leurs droits



Cette information a été donnée par la présidente de la Fédération des Associations des Femmes Handicapées au Mali (FAFH), Mme Hatouma Gakou, qui est également chargée de mission sur les questions d'handicap au Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire.

Selon la « loi 2018-027 du 12 juin 2018 » relative aux droits des personnes vivant avec un handicap, adoptée en 2018, il faut un degré d'application pour qu'il y ait l'égalité des chances, l'accessibilité dans les locaux du gouvernement, de donner la priorité aux femmes handicapées lors des concours nationaux dans la fonction publique et l'accès des femmes handicapées aux services sanitaires, sans se mettre au rang. À titre de rappel, Mme Hatouma Gakou a fait savoir que la Constitution malienne, dans son Article 2, stipule : « Tous les Maliens naissent et demeurent libres et égaux en droits et en devoirs. Toute discrimination fondée sur l'origine sociale, la couleur, la langue, la race, le sexe, la religion et l'opinion politique est prohibée ».

La Fédération des Associations des Femmes Handicapées a vu le jour en 1974. De sa création à nos jours, elle a aidé beaucoup de femmes handicapées à apprendre, notamment : à faire du commerce, la coiffure, la teinture, etc. "En effet, cette situation préconise une forte sensibilisation au niveau général, afin que la population malienne puisse comprendre que le handicap n'est pas un fardeau", a-t-elle expliqué. Comme pour joindre l'utile à l'agréable, nous sommes partis à la rencontre d'une femme handicapée battante, demeurant à Missira. La dame se nomme Kénéfin Samaké et elle vit avec son handicap sans complexe. "En général, les femmes handicapées sont confrontées à de multiples problèmes. Elles sont privées de leurs droits dans leurs quartier et au niveau des institutions (privée ou publique), dans le cadre du travail. En plus de cela, beaucoup de femmes handicapées sont rejetées ou négligées par leurs parents, amis, car, elles sont moins productives", a-t-elle mentionné. À l'en croire, c'est la société qui pousse ces dernières à devenir des mendiants.

"Auparavant, le gouvernement recrutait les personnes handicapées à la Fonction publique sans passer par le concours, mais maintenant cela a cessé et on est confronté à tant de problèmes. Concernant la prévention sanitaire, nous sommes toujours mis au même rang que les personnes valides dans les hôpitaux et cela ne doit pas se faire car le handicap est déjà une maladie. On veut travailler comme les autres

Affaire de la demande de visa de Grand P : L'ambassade de France s'explique



Invité à Bercy en France par l'ancien patron de Sexion d'assaut, "Dawala", à l'occasion de la "Nuit du Mali" pour la fête de l'indépendance de son pays, l'artiste populaire guinéen "Grand P" n'a jamais eu la chance de prendre part à cet événement à cause d'un problème de visa. Si pour la première fois les medias locaux ont annoncé que le passeport de la vedette a été bloqué à l'ambassade de la France en Guinée et par conséquent a retardé son départ, toutefois la réalité est tout autre. Répondant à une correspondance adressée à nos confrères de Guineenews, l'ambassade a réagi :

Jean-François Robert de l'ambassade nous a rapporté qu'il lui a été signifié que les dossiers qui sont venus ont été présentés tardivement. Et que ces dossiers ne satisfaisaient pas aux critères Schengen. « C'est pourquoi ils ont été classés sans suite ».

Lisez et faites
Malikilé
votre journal numérique

femmes valides et on veut être mise dans nos droits conformément aux droits régaliens sans tabous. Nous ne voulons pas nous asseoir pour recevoir quelques dons, une fois par an. On veut aussi que nos jeunes filles handicapées soient à l'école comme les autres", ajoutera Mme Kénéfin Samaké.

Au cours de nos enquêtes, plusieurs femmes handicapées ont exprimé l'envie de vivre dans une société où les droits des personnes handicapées sont respectés.

■ Drissa Adama Konaté

Affaire Bérets rouges : Mme Konaré Lafia Diarra exprime son désespoir

Après le rejet par la Cour suprême, le lundi 16 septembre 2019, de la demande de remise en liberté provisoire du Général Amadou Aya Sanogo et ses compagnons, détenus dans le cadre de l'affaire des Bérets rouges disparus, l'épouse du capitaine Amadou Konaré, Mme Konaré Lafia Diarra, a exprimé son désespoir au moyen d'une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux.

Le lundi dernier, la chambre criminelle de la Cour suprême a rejeté une demande de remise en liberté provisoire déposée par les avocats du Général Amadou Aya Sanogo et ses compagnons. Après ce rejet, Mme Konaré Lafia Diarra, épouse du capitaine Amadou Konaré, un compagnon du Général Amadou Aya Sanogo, a, dans une vidéo circulant sur les réseaux sociaux, exprimé son désespoir face à la non-tenue d'un jugement, de leur incarcération en 2013, qui pourra les condamner ou les acquitter.

«Mon mari fait partie des personnes détenues avec le Général Amadou Aya Sanogo dans le cadre de l'affaire des bérets rouges. J'ai fait cette vidéo parce que je suis désespérée. Ça fait bientôt six ans que nos maris sont en prison. Ils ne sont pas jugés, ils ne sont pas libérés», a-t-elle déploré.

Selon Mme Konaré Lafia Diarra, le Général Amadou Aya et certains de ses compagnons dont son mari, servent de boucs émissaires dans l'affaire des bérets rouges. Elle dénonce une justice sélective dans cette affaire.

«Certaines personnes impliquées dans cette même affaire ont été libérées. Ils libèrent ceux qui ont le bras long. Mais la Cour suprême a rejeté



la demande de mise en liberté provisoire de nos maris. Je ne comprends pas cette justice sélective. Nous ne demandons pas leur libération, mais qu'ils soient jugés. À l'issue du jugement, ceux qui seront condamnés vont retourner en prison et ceux qui seront acquittés retourneront chez eux», a ajouté Mme Konaré.

Par ailleurs, Mme Konaré Lafia Diarra reproche leur immobilisme aux chefs militaires proches du président de la République et aux magistrats, face à ce qu'elle qualifie d'injustice.

Rappelons que le Général Amadou Aya Sanogo et ses compagnons sont les présumés auteurs de la disparition de 21 bérets rouges après le contre coup d'Etat lancé, en avril 2012, par les bérets rouges, contre la junte militaire qui avait renversé Amadou Toumani Touré, quelques semaines plus tôt. Ils sont détenus sans jugement, depuis 2013.

■ **Abdrahamane Diamouténé**



Le grand retour d'EDM au Nord du Mali : En passe de fournir de l'électricité à Kidal ?

Il y a deux semaines, Energie du Mali a mandaté une société étrangère à Kidal, pour régler enfin la détérioration avancée de la centrale électrique qui handicape fortement l'économie locale depuis bien trop longtemps.

Cette intervention a permis de réparer le groupe électrogène mais il reste encore une dernière étape pour délivrer la précieuse électricité à la population. Elle consiste à déployer un transformateur qui produira enfin l'électricité indispensable à notre économie et à notre avenir.

Mais pourquoi une société malienne n'a-t-elle pas pu réparer les groupes électrogènes jusqu'à présent ? La formation professionnelle en électriciens aptes à porter les besoins croissants et exponentiels de notre pays est une question capitale, pour laquelle nous devons exiger des actions décisives de la part de notre gouvernement. La jeunesse malienne est l'avenir de notre société. Elle doit, par conséquent, être soutenue et portée par une éducation scolaire et professionnelle qualitative pour répondre aux besoins de la société. Pourquoi léguer à nos jeunes générations des groupes électrogènes si elles ne savent pas les réparer ? Qu'importe de leur donner du poisson, si nous ne leur apprenons pas d'abord à pêcher. Mais ces interrogations ne doivent pas nous faire oublier que le groupe électrogène est réparé, que la ville devrait bientôt être approvisionnée et que les habitants seront enfin alimentés en électricité pour leur plus grand bonheur.

Il y a eu Ménaka, il y a eu Kidal, et il y en aura d'autres : la société Energie du Mali montre, comme les autres services de l'Etat, un regain notable d'activité dans le Nord Mali. Même si la capitale semble parfois



oublier ses petites sœurs, les initiatives se multiplient dans cette zone laissée à l'abandon pendant trop longtemps.

L'Etat et EDM soulignent, au travers de ces actions, que nous sommes un pays uni, et qu'on ne saurait profiter des richesses et des capacités d'une grande ville sans les partager avec sa famille.

Nous devons apprécier chaque progrès et chaque pas en avant, quand bien même il semble trop lent et que nous voudrions accélérer la cadence.

Aujourd'hui, une entreprise de Bamako intervient là où elle n'intervenait pas dans le passé. Demain, ce sera l'eau potable ou les services médicaux. Après demain, la téléphonie mobile, trop peu relayée là où notre jeunesse, avide de se connecter à la marche du monde, peine encore à obtenir le débit qu'elle souhaite.

Après demain surtout, ce seront les Kidalais eux-mêmes qui répareront leur centrale, avec des techniciens locaux qualifiés, capables d'intervenir prestement quand les premiers signes d'usure apparaîtront.

La jeunesse kidaloise veut croire en son avenir et développer son économie : donnons-lui les moyens de prendre son destin en main et de porter la destinée de sa ville sur ses épaules.

■ Y. Dombia

Découvrez la nouvelle plateforme

omni LITE

La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA



Drame de la circulation : 7 morts et 46 blessés

Décidément, le Mali vit des moments très difficiles. Que nous arrive-t-il ? Pourquoi tant de malheurs ? Des mauvaises langues parleront de malédiction ou de poisse. Sur qui ? Par la faute de qui ? Pour quelle faute à expier ?

En tous les cas les temps sont durs et le moment sombre pour nous maliens qui subissons les attaques terroristes, les assassinats quotidiens au centre et au nord du Mali avec leurs cortèges de plusieurs dizaines de morts. S'y sont ajoutés ces derniers jours l'effondrement

d'un immeuble au quartier Banconi avec une quinzaine de morts. Et hier mardi 24 septembre, au surlendemain de la commémoration de la fête de l'indépendance ce drame d'un camion-citerne renversé avec un incendie monstre et peut-être inégalé de mémoire de Bamakois. En effet hier, en début d'après-midi, avant même de finir de pleurer nos disparus de Niono et de Tombouctou, un autre drame nous a frappé. Un camion-citerne se renverse et prend feu et cause plusieurs morts et de blessés. Un lourd bilan, susceptible de s'aggraver est annoncé.

Que s'est-il passé ?

Selon nos sources, le camion-citerne, sous les manœuvres de son conducteur, s'est renversé. Et des passants, pour aider à débloquer la circulation, ont voulu soulever la citerne. Celle-ci a pris feu au cours de la manœuvre avant d'exploser. Des dégâts matériels considérables déplorés et pire encore, plusieurs morts. Le communiqué du gouvernement fait état de 7 morts, 46 blessés et de nombreux engins consumés. (Voir encadré)

■ **Moctar Sow**



COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT SUR L'ACCIDENT DU CAMION-CITERNE A BADALABOUGOU :

Le Gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale qu'un camion-citerne de 14 mille litres transportant du carburant a pris feu, ce mardi 24 septembre 2019, aux environs de 16 heures, à Bamako, près de la Station Shell non loin de l'Hôtel « COLIBRIS » à Badalabougou.

Dès l'annonce de l'accident, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile et le cabinet du Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine se sont rendus sur les lieux pour constater les dégâts. Le bilan provisoire fait état de 07 morts et 46 blessés par suite de brûlures, dont 42 ont été évacués au Centre Hospitalier Universitaire du Gabriel Touré pour les soins, et 04 à l'Hôpital du Mali. Les corps des calcinés ont été transportés au Centre de Santé de Référence du Quartier-Mali.

En cette douloureuse circonstance, le Gouvernement présente ses condoléances les plus émues aux familles endeuillées et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Par la même occasion, le Gouvernement félicite les éléments de la Protection Civile pour leur promptitude et leur professionnalisme lors des opérations de secours.

Le Gouvernement rassure que des investigations sont en cours pour comprendre les circonstances exactes de l'accident et situer les responsabilités.

Bamako, le 24 septembre 2019

**Le Ministre Porte-parole du Gouvernement
Yaya SANGARE**

Le comptable de Bakary Togola dit tout : **“Ce qui m’a encore écœuré, c’est lorsque j’ai voulu savoir combien nous avons reçu de subventions”**

Suite à son incarcération, le Comptable de l’APECAM, Fadjéla Coulibaly, a jugé bon de s’exprimer dans les médias et, pour cela, il a choisi la Radio Nièta où il a tout débarrassé, tout dit, de leur incompétence à leur stupidité.

Lisez la transcription que nous avons eu à réaliser pour vous et faites votre évaluation... :

«Je suis arrivé en août 2014 dans cette structure qui est l’APECAM en tant que Comptable suite à un Appel d’offres qui est paru dans le quotidien national l’Essor dont j’ai copié le 14 avril 2014. Dans cette annonce, on cherchait 5 personnes. Une à Bamako qui occupera le poste de Responsable administratif et financier, deux comptables pour Sikasso et Fana et deux Secrétaires pour les Bureaux de Sikasso et Fana.

“Talent Plus” est la société qui s’est occupée des sélections. J’ai été premier. En ce qui concerne la comptabilité, Samba Camara a été premier et choisi pour Sikasso suivi de Hamidou Nafandjè, placé à Fana. Fatime Kéïta et Djénéba Diarra ont été successivement première et deuxième. Djénéba est devenue ainsi Secrétaire à Sikasso et Fatime à Fana.

Après notre prise de fonctions, une rencontre a été organisée entre le Grand Patron qui est Bakary Togola et nous. Lors de l’entretien, ce dernier m’a demandé si toutefois je sais qui il est. En réponse, je lui ai fait savoir que c’est à travers l’écran de la télévision malienne que je l’ai connu, comme presque tous les Maliens. Voilà comment je suis arrivé à l’APECAM. Notre travail n’est pas facile et c’est un métier qui peut amener quelqu’un directement en prison sans avoir fait quoi que ce soit.

Le 4 août 2014, j’ai réuni tous les comptables pour leur parler un peu du fonctionnement de la coopérative. Après, j’ai cherché à savoir un peu plus sur la structure depuis sa création. Savoir sur quelle base elle est assise. C’est une obligation dans toute prise de fonctions. C’est dans cette perspective que j’ai demandé

de me fournir les documents comptables de 2013 pour commencer mon boulot. Il n’y en avait pas. 2012, non plus, 2011, idem, 2010 aussi. Pourtant, il y avait d’autres personnes avant moi qui étaient censées faire ce travail. Je suis finalement redescendu jusqu’en 2007, aucune information concernant les finances

de l’APECAM n’a été retrouvée. Djeliba²⁴ Très surpris, je suis allé voir le Patron en lui disant ceci : « Chef, je viens de remarquer que, depuis la création de l’APECAM en 2007, aucune écriture comptable n’a été faite ; pourtant, j’ai appris qu’il y a beaucoup d’entrées d’argent. C’est un scandale. Il n’y a aucun justificatif relatif aux finances de la structure. Rien qui peut justifier les sorties d’argent. C’est une bombe. Le jour où cela explosera, ça fera mal ». Tout ce qu’il a eu à me dire c’est qu’il me conseille de travailler.

Après cette mise au point, je suis descendu dans les quatre Régions pour vérification. Sikasso, Fana, Kita, il n’y avait rien comme situation financière. À Koutiala, j’ai pu trouver un compte de 2012. À mon retour, je leur ai dit : « votre manière de travailler est inquiétante



; des sommes colossales ne peuvent pas rentrer dans votre structure et qu'aucune trace n'est établie pour la sortie des sous. Ce que vous ignorez, c'est que chaque sou qui rentre a une traçabilité."

Je suis retourné voir le Patron pour lui confier que, dorénavant, j'ai l'intention de changer la donne et de travailler autrement au sein de la structure.

Cette démarche aussi n'a pas été facile parce que certains paysans cotonniers ont, eux aussi, dénoncé la mauvaise gestion de leurs Dirigeants dans la structure. Selon eux, l'argent prend d'autres directions. C'est une réalité que les Responsables ont reconnue. Par la suite, ils ont donné la garantie de changer de procédures. C'est comme pour dire que la gestion sera désormais transparente. Donc, pour moi, tout est clair. Quand en 2014 nous avons reçu une contribution de la part de la France à travers l'AFD (Aide Française de développement) pour 4 ans, une somme évaluée à 5.000.000 d'euros (soit 3.280.000.000 francs CFA), moi, en tant que Responsable des finances, je voulais faire mon travail correctement en traçant toute entrée de somme et faire la situation comme le stipulait le terme de référence mentionnée dans l'Appel d'offres. Quand j'ai proposé ma vision à Bakary Togola, il n'était pas trop ravi et il m'a dit de m'occuper de l'argent « des Blancs » et les fonds qui arrivent au nom des paysans de m'en passer. J'ai travaillé tant bien que mal dans cette situation de méfiance durant toute l'année 2014 jusqu'à l'arrivée de l'argent des paysans en 2015. En ce moment, je lui ai proposé de faire descendre l'argent dans les coopératives de coton qui sont au nombre de plus de 7170, groupés dans les 288 communes et dans les 41 secteurs et 4 Régions et pour finir dans nos Bureaux à Bamako.

Les coopératives, depuis la base, se sont fusionnées pour former la commune, et de la commune, les secteurs qui, à leur tour, font les Régions et les Régions se retrouvent dans le National. Donc, l'argent qui se trouve dans le National vient à l'origine de la base ; c'est-à-dire, des paysans.

Quelques cinq personnes ne peuvent pas jouir de l'argent destiné à des milliers de paysans qui sont à plus de 4 millions 500. Et, ce qui est déplorable, plusieurs paysans ne connaissent pas la réalité des faits et ne peuvent revendiquer, de ce fait, aucun droit, puisqu'ils

ignorent tout.

Dans leurs esprits tordus, ils disent que les paysans n'ont pas la notion d'argent et que seuls ceux qui sont instruits en connaissent. Ce qui m'a encore écéuré, c'est lorsque j'ai voulu savoir combien nous avons reçu de subventions. Ils m'ont répondu 300.000.000 CFA ; or, je sais de source sûre que la somme dépasse cinq fois ce qu'on a voulu me faire croire. Pour les projets, il n'a pas d'équivoque, je peux tout vérifier par des comptes bancaires que je peux facilement consulter.

On est resté dans cette posture en 2015. Donc, en 2016, quand l'argent est rentré au nom des paysans, je suis encore allé voir le Patron pour lui dire que si l'argent n'arrive pas à la base, il y aurait des problèmes ; car, les paysans commencent à s'agiter. J'ai suggéré d'envoyer 1.000.000 CFA dans chaque commune, 5.000.000 pour chaque secteur, 50.000.000 dans les Régions pour apaiser les esprits. Il m'a dit qu'il va me répondre. Il ne m'a jamais fait signe. Entre temps, un jour, dans mon Bureau, des paysans sont venus me retrouver en me disant qu'il y a vraiment des excitations dans les bases puisqu'ils savent que l'argent est rentré. Quand ces paysans sont partis le voir, il a tout simplement nié qu'il n'y a eu aucun échange entre nous concernant ce problème. Étonné, je leur ai tout expliqué, le comment j'aimerais procéder pour la partition. Ils sont retournés le voir tout en lui affirmant que ma proposition est celle qu'ils préfèrent. Ça a été houleux, ce jour-là ; mais, en fin de compte, il dit être d'accord, mais qu'il trouve que la somme de 1000.000 par commune est élevée et de le réduire à 500.000. Dans les secteurs, il propose 3.000.000 au lieu de 5.000.000 et pour les Régions 30.000.000 au lieu de 50 millions. Depuis lors, Togola a une dent contre moi ; car, pour lui, je suis responsable des réclamations faites par les paysans sinon ce sont des personnes qui ne connaissent pas l'argent. C'est la première fois que nos pauvres paysans se réjouissent d'avoir autant d'argent dans leurs comptes.

Le lendemain, je me suis trouvé chez lui avec un de mes collègues et il a dit textuellement ceci : « En tout cas, une chose est certaine, toute personne qui essaye de mettre de l'ordre dans cette structure ira au-delà ». Ensuite, il m'a mis en garde, en disant que « je suis jeune et que ma carrière risque de s'arrêter à mi-chemin ».

Or, l'argent que nous recevons est mis à la disposition des paysans pour des formations, la sensibilisation et l'alphabétisation, non pour satisfaire une dizaine de personnes dans la boîte.

Donc, il a ainsi demandé à mon chauffeur de m'enregistrer pour lui, afin qu'ils puissent me nuire avec. Il fait des enquêtes sur moi, savoir comment je vis, si j'ai d'autres ressources, etc. Le bras de fer a continué ainsi.

Il me disait tout le temps que je suis à la disposition du projet, mais pas pour défendre les paysans. Jusqu'en 2017, j'ai continué à lui mettre la pression afin qu'il puisse organiser les finances des paysans. Mais, il n'a rien fait. En 2018, pareil. Donc, finalement, je lui ai tendu une correspondance officielle pour l'informer que sa gestion au sein de l'ACAPAM est catastrophique. Le lendemain, après avoir lu la lettre, il m'a fait venir dans son Bureau et me demanda de relire le document. Ce que j'ai fait. Ensuite, il me posa la question de savoir si je devrais réellement lui faire ça. En réponse, je lui ai fait savoir que j'ai tout fait pour qu'il me comprenne, mais en vain. Car, on doit toujours dire la vérité à un ami.

Nous sommes restés dans ces hostilités jusqu'en fin 2018 où les Français ont évalué le travail qu'ils ont apprécié. De ce fait, ils nous ont octroyé 12.000.000 euros, 7.872.000.000 FCFA.

En avril 2018, pour m'éjecter définitivement, il m'adresse une note dans laquelle il me fait savoir que mon contrat est arrivé à terme depuis le 31 décembre 2018 et, de ce fait, il met fin à mon travail. Pourtant, les autres, recrutés dans les mêmes conditions que moi et du même projet, sont restés dans leurs postes respectifs.

Le Coordinateur lui-même m'a révélé les vraies raisons de mon licenciement. La seule faute que j'ai faite, c'est d'avoir essayé que les finances de l'APECAM soient transparentes.

« Tu n'as jamais renoncé à assainir les finances de cette structure, c'est pourquoi on veut se débarrasser de toi », me lança le Coordinateur lors de notre entretien.

Mais, moi, je suis serein parce que mon premier contrat a été établi de 2014 à 2016, puis 2016 à 2017. Après ce dernier, je n'ai signé aucun autre contrat. Ce qui fait que, tacitement, je rentre dans un contrat indéterminé ».

■ **Transcrit par: LE COMBAT**



Communiqué du Bureau du Vérificateur Général : **“AFFAIRE BAKARY TOGOLA : 60 millions de FCFA au BVG pour ne rien voir”**

Suite à la publication par des mass-médias et sur les réseaux sociaux, de l'article intitulé « AFFAIRE BAKARY TOGOLA: 60 millions de FCFA au BVG pour ne rien voir », au cours d'une éventuelle vérification à la Confédération des Sociétés Coopératives des Producteurs de Coton (C-SCPC), le Vérificateur Général porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

• En 2015, le Bureau du Vérificateur Général

a, Sur Saisine du Ministre de l'Economie et des Finances, procédé à la vérification financière de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) au titre des exercices allant de 2011 au 1er trimestre 2015. Cette vérification a été sanctionnée par un rapport ayant relevé des irrégularités financières d'un montant total de 253.927.828 FCFA. Le Vérificateur Général a transmis, par Lettre confidentielle n°0189/2017/BVG du 25 Septembre 2017, ledit dossier au Procureur de la

République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune III du District de Bamako chargé du Pôle Économique et Financier :

• Le 15 mars 2016, le Vérificateur Général a initié la vérification financière des opérations de passation, d'exécution et de règlement des marchés d'intrants agricoles et appareils de traitement effectués par le GIE Approvisionnement en Intrants et Appareils de traitement au titre des campagnes agricoles 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Pour des raisons stratégiques liées au monde rural dans le cadre de la relance économique, cette mission a été abandonnée par Lettre confidentielle n°01 15/2016/BVG du 09 septembre 2016 :

• En septembre 2018, le Vérificateur Général a entrepris la mission de vérification de performance de la gestion de la subvention d'intrants coton pour les campagnes agricoles 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 auprès du Ministère de l'Économie et des Finances, du Ministère de l'Agriculture, du GIE Approvisionnement en Intrants et Appareils de traitement composé de la CMDT, de l'OHVN et de l'Union Nationale des Sociétés Coopératives des Producteurs de Coton (UN-SCPC). Le rapport provisoire y afférent, dans le cadre du contradictoire, a été transmis aux entités concernées le 30 août 2019 pour recueillir leurs observations écrites.

S'agissant de la Confédération des Sociétés Coopératives des Producteurs de Coton (C-SCPC) évoquée dans le journal, le vérificateur Général qui a pris fonction le 24 avril 2018, n'a, à ce jour, procédé à aucune vérification de cette structure. Au regard de la gravité de cette allégation, le Vérificateur Général a décidé de saisir le Procureur de la République compétent pour élucider cette affaire.

Par ailleurs, le Vérificateur Général constate, avec amertume, une cabale de la part de certains responsables des entités vérifiées, dirigée contre le Bureau du Vérificateur Général et son personnel depuis sa décision, en date du 07 août 2019, de publier les rapports individuels de vérification. Ces pratiques n'entraînent en rien sa détermination de lutter contre la corruption et de poursuivre la publication desdits rapports.

Le Vérificateur Général sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Fait à Bamako le 23 septembre 2019

Appel d'offre de construction du siège de la BNDA : Coris Bank International et la BNDA en flagrant délit de fraude au profit de l'Entreprise chinoise Wietec

Foulant au pied toutes les règles régissant les marchés publics en République du Mali, la commission de dépouillement du marché de construction du nouveau siège de la BNDA fait parler d'elle. En dépit de toutes les dénégations venant de sa part, la fameuse commission a fermé les yeux sur la fausse attestation bancaire fournie par Wietec Mali en complicité avec Coris Bank. Objectif, adjuger ledit marché à Wietec, à tout prix, en violation de toutes les règles de transparence en la matière.

Au regard d'une clause essentielle du dossier d'appel d'offre, Wietec Mali a fait du faux et usage de faux en présentant une attestation de garantie bancaire exigée par la commission. A travers un modèle inclus dans le dossier (voir facsimilé), Coris Bank international atteste que Wietec Mali a un compte bancaire domicilié chez elle et qu'elle est à même de satisfaire les conditions de l'appel d'offre. Tout paraît jusqu'ici normal sauf que ce fameux compte taillé sur mesure n'a ni numéro, ni adresse de la cliente. En plus, l'attestation porte le nom de Wietec international Economie et Technical Cooperative Co., Ltd, (la société mère basée en Chine). Cet aspect frauduleux réalisé en complicité avec Coris Bank et la commission de la BNDA suffit à lui pour l'exclusion pure et simple de Wietec.

Cette entreprise créée officiellement en 2018, donc il y a juste un an, ne pouvait pas présenter de bilan des 3 dernières années, ni justifier des 3 dernières années d'impôts et de taxes comme l'exige le dossier d'appel d'offre. Pis, Wietec n'a même pas une adresse normale au Mali sur le répertoire des entreprises reconnues auprès de l'Agence de promotion des investissements du Mali (API-Mali).

Dans une précédente parution, nous avons levé le lièvre sur le doute qui pesait sur l'attribution du marché de construction du nouveau siège de la Banque nationale de développement agricole (BNDA), à l'ACI 2000 Hamdallaye. Plus d'un mois après, les faits les plus probants nous donnent raison. En effet, tout porte à croire que la sélection de

Wietec qui ne respecte même pas les critères établis par le dossier d'appel d'offre, ne souffre d'aucun doute. Ainsi en ont voulu des sangsues de la commission composée des cadres de la BNDA dont des retraités.

Contentieux devant l'Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations Des Services publics.

L'indice le plus probant est que des membres de ladite commission viennent de boucler le mois d'août dernier, une visite de deux jours à Dakar, au Sénégal. Ils étaient partis dans la valise de Wietec, pour, dit-on, visiter sur place des chantiers supposés réalisés dans le pays de la Teranga par l'entreprise chinoise. Celle-ci aurait été rassurée sur place d'être la gagnante du marché, un choix qui devait être validé à Paris en France, lors du Conseil d'administration de la banque verte. Selon les der-

nières informations, cette alternative a été reportée sans délai.

Ce qui blesse toute conscience humaine avec une règle de probité morale, c'est que ce marché est l'objet d'un contentieux devant l'Autorité des marchés publics et des délégations de services publics. Cette instance qui intervient sur la passation des marchés publics dans la forme est appelée à se prononcer sur le caractère frauduleux de la participation de Wietec à ce marché. La commission appelée par lettre par le président de l'Autorité de régulation des marchés publics, le Dr. Alassane Bah, traîne les pieds. Est-ce qu'elle défie l'autorité ? Rien n'est moins sûr.

C'est dans ce manque de transparence totale et surtout cette mascarade d'attribution de marché public que la fameuse commission a travaillé. Un marché taillé sur mesure en



passé d'être accordé à Wietec comme un passe-droit au détriment des entreprises qui ont respecté le cahier de charge sur toute la ligne et qui payent leurs impôts, emploient des Maliens.

Au nom de quelle logique, les autorités de la BNDA ont agi ainsi ? Pourquoi avoir établi des critères écrits noir sur blanc pour les violer ensuite ? Est-ce bien le gros chègue qui a fait pencher la balance du côté de ce quidam d'entreprise ? Autant de questions qui restent bien sûr posées.

Des entreprises nationales remplissant les conditions de la réglementation en matière de marché public et qui participent à la construction nationale par leurs impôts et taxes se voient injustement reléguées au second plan.

La commission de dépouillement composée de quelques cadres de la banque, est plus que jamais sur la sellette, car elle est en train de ternir sournoisement l'image de cette grande institution bancaire à des fins inavouées. Elle est mise au défi de prouver son innocence si elle n'a pas négocié avec Wietec pour lui attribuer le marché de manière frauduleuse.

Selon d'autres d'indiscrétions et accusations, la même commission trempée dans le délit d'initié, aurait trompé la vigilance de sa direction et de celle du Conseil d'administration de la BNDA au cours de sa dernière session à Paris pour valider la première qualification du premier dossier. Ce qui constitue déjà une faute lourde de conséquences à l'encontre des fautifs.

Wietec n'a contribué d'un copeck au développement de notre pays pour n'avoir jamais travaillé au Mali. Ce quidam d'entreprise ne peut et ne doit sous aucun prétexte remporter ce genre de marché au détriment d'autres entreprises connues sur la place pour leur expertise avérée et leur participation à l'œuvre de construction nationale. Si jamais une telle mascarade passe, ce serait un déshonneur pour la banque et la République.

La direction générale de la BNDA aussi bien que le premier ministre, le ministre de l'Économie et des Finances sont avisés. Ils sont les seuls à mettre un terme au bal des magouilleurs.

A suivre....

La Commune Rurale de Baguineda-Camp ou l'antichambre de la fraude municipale : Plus de 529 millions de FCFA volés en trois ans



L'audit des opérations de recettes et de dépenses de la Commune Rurale de Baguineda-Camp, pendant les exercices 2015, 2016 et 2017 a mis en exergue des dysfonctionnements criards qui se sont caractérisés par des irrégularités administratives et financières. Ces irrégularités portent essentiellement sur des recettes non collectées ou non reversées et les achats. Sur la base des constatations, il y a un trou béant de 529,74 millions de francs CFA dans la gestion du Maire Salia Diarra ; du Secrétaire général Olivier Camara et du Régisseur de recettes, M. Cissé.

La Mairie de Baguineda-Camp est gérée comme une épicerie. Les Régisseurs de recettes et de dépenses M. Cissé et Yaya Traoré

ne constituent pas de cautionnement. Le non-respect de cette disposition a exposé la Commune rurale à un détournement de fonds de plus de 500 millions de nos francs, car ne disposant pas de garantie pour se couvrir.

Vols et détournements à ciel ouvert

Au terme des exercices de ces trois dernières années (2015, 2016 et 2017), la municipalité de Baguineda-Camp n'a pas tenu de comptabilité-matières. En effet, les enquêteurs ont décelé qu'aucun document de la comptabilité-matières n'est tenu. D'où la disparition de 529,74 millions FCFA, sans la moindre trace. À la municipalité de Baguineda-Camp, la no-

mination du Comptable-matières n'est pas conforme aux textes en vigueur. En effet, celui-ci est nommé par un arrêté du Maire Salia Diarra, en lieu et place d'un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre de Tutelle. Le Comptable-matières n'a pas non plus constitué de caution. La nomination du Comptable matières par arrêté du Maire et la non-constitution de la caution sont des violations des dispositions du Décret n°10-681/PRM du 30 décembre 2010, portant réglementation de la comptabilité-matières. Par ailleurs, la Commune rurale de Baguineda-Camp ne dispose pas d'un plan de passation de marché qui précise les prévisions de passation de marchés de fournitures, de services de travaux et de prestations intellectuelles au cours d'un exercice. Ce qui a permis à la municipalité de passer des marchés publics dans le flou et l'informel. Non plus, elle ne respecte pas les procédures de mise en concurrence lors des achats. Cependant, en prélude à l'attribution des marchés, elle n'établit pas de dossier sommaire de consultation pour la transparence de la mise en concurrence. L'inexistence de dossier sommaire de consultation ne permet pas d'établir des critères objectifs permettant une évaluation des offres et viole les règles de la transparence dans la commande publique.

Et comme si cela ne suffisait pas, la Commune rurale de Baguineda-Camp ne fait pas de notification de marché aux titulaires des « marchés passés par bon de commande ». Du coup, les services de la Mairie n'ont pas pu mettre à la disposition des auditeurs, les copies de décharges attestant la notification des « marchés passés par bon de commande ». L'absence de notification ne permet pas de s'assurer du respect du délai d'exécution des commandes.

Plus grave, les Agents de la Commune rurale perçoivent des recettes en lieu et place du Régisseur. En effet, les recettes issues des frais sur les réquisitions sont perçues par le Secrétaire Général, Olivier Camara, en lieu et place du Régisseur de recettes depuis 2014 sans délivrance de quittances et sans trace d'enregistrements. Il en est de même pour les frais d'extraits d'actes de naissance, de mariage et de frais de légalisation de documents administratifs qui sont également perçus par les Agents chargés de l'état civil.

La preuve des épreuves

Le Régisseur de recettes M. Cissé, n'a pas justifié « le stock de vignettes » non vendu d'un montant de 8,36 millions de FCFA. Il a reçu de la Perception, des carnets de vignettes cachetées pour une valeur totale de 17,19 millions de FCFA. Sur ce montant, il a reversé 8,83 millions de FCFA à la Perception. Les carnets vierges de vignettes présentés pour justifier le stock non vendu ont des motifs et fonds différents de ceux reçus de la Perception pour la période concernée.

Et comble de la « mangecratie » à la Mairie de Baguineda-Camp, le Régisseur de recettes, M. Cissé, n'a pas justifié l'utilisation de formulaires de Concessions Rurales d'Habitation d'un montant de 198,64 millions de FCFA. Ce montant correspond à la somme des valeurs de 4 926 formulaires de Concessions Rurales d'Habitation en 2016 non retracés – estimées à 197,04 millions de FCFA au prix minimum de 40 000 FCFA par formulaire – et de 24 autres en 2015 dont les recettes ont été perçues, mais non reversées pour 1,60 million de FCFA. Et ce n'est pas tout. Loin s'en faut.

Même le Maire de la Commune Rurale de Baguineda-Camp, M. Salia Diarra, a accordé des autorisations de construire sans perception des frais y afférents d'un montant de 7,57 millions de FCFA. En effet, les enquêteurs ont constaté que le montant des autorisations de construire enregistrées est de 5,72 millions de FCFA en 2016 et 7,84 millions de FCFA en 2017. Cependant, pour les mêmes exercices, les montants collectés sur quittancier sont respectivement de 3,13 millions de FCFA et 2,86 millions de FCFA. Les écarts correspondants aux montants non perçus par le Régisseur de recettes, M. Cissé, sont de 2,60 millions de FCFA et de 4,98 millions de FCFA. Le Maire Salia a utilisé une délibération irrégulière pour justifier des dispenses de paiement de frais d'édition d'un montant de 307,05 millions de

FCFA.

En effet, la mission de contrôle a constaté, en 2017, que 5 266 Concessions Rurales d'Habitation ont été établies dont les frais d'édition correspondent à 317,12 millions de FCFA. Sur ce montant le Régisseur de recettes, le Sieur Cissé, n'a perçu et reversé que 10,07 millions de FCFA à la Perception. La Délibération n°006 CC-CRBC du 24 décembre 2016 présentée par le Maire pour justifier l'écart, au titre des dispenses de paiement, a été contestée, par écrit, par plusieurs conseillers et les adjoints au Maire.

Plus grave, le Maire Salia Diarra, a effectué un achat non retracé d'un montant de 2,30 millions de FCFA. En effet, la mission a constaté que 7.840 formulaires de Concessions Rurales d'Habitation ont été achetés par le Maire Salia Diarra en 2015 pour un montant de 2,31 millions de FCFA sur lesquels, seulement, 48 formulaires ont été établis. Le reliquat de 7.792 formulaires correspondant à la somme de 2,30 millions de FCFA n'est pas retracé.

Autant de pratiques frauduleuses qui ont engendré un détournement record de 529,74 millions de francs CFA dans la caisse de la Commune Rurale de Baguineda-Camp. Mais contre toute attente, le Maire Salia Diarra et ses complices, s'en défendent, sans convaincre.

Ils vont jusqu'à se fendre d'une mise au point publiée par voie de presse pour se blanchir. Mais pour la mission d'audit, il est trop tard pour se garer des mouches. Déjà, les autorités judiciaires sont saisies du dossier, afin que le Maire de Baguineda-Camp, Salia Diarra, le Secrétaire général Olivier Camara et le Régisseur de Recettes, monsieur Cissé, rendent à César ce qui n'est pas à eux.

En attendant, le Maire Salia Diarra et ses complices sont sur des braises ardentes. Affaire à suivre !

■ **Cyrille Coulibaly**

Lisez et faites

Malikilé
votre journal numérique

Face à l'entreprise de démolition de la démocratie par Moussa Traoré : La réaction de l'ancien Président Alpha Oumar Konaré

Nous assistons depuis un certain temps à la diffusion par une chaîne de Télévision de la place, d'un film documentaire sur le bilan de 23 ans de gestion du parti unique, UDPM. Dans ce film, le principal acteur étant le général Moussa Traoré, secrétaire général du parti unique et Président de la République d'alors, a dressé un bilan à la fois élogieux et brillant de ses deux décennies de gestion à la tête du pays. Muets comme des carpes, les leaders du Mouvement démocratique au lieu de porter la parole pour démolir cette entreprise de déconstruction de notre Démocratie, acquise au prix d'énormes sacrifices, s'adonnent à leurs querelles politiques dont la finalité est ôte-toi que je me mette à ta place pour jouir des privilèges liés aux postes convoités. Seul l'ancien Président Alpha Oumar Konaré, en véritable visionnaire, a compris il y a plus de dix ans qu'il faut immortaliser certaines œuvres dans un livre qui, à coup sûr, répondront d'elles-mêmes à certaines allégations mensongères des nostalgiques de l'ancien régime.

En quatre épisodes, nous allons vous proposer certains extraits du livre intitulé « Alpha Oumar Konaré, un Africain du Mali » de Bernard Cattaneo. Ce livre qui est une grande interview de l'ancien Président AOK, dresse quelques faits saillants du bilan de ses dix ans de gestion à la tête du Mali. Depuis que le Président IBK a qualifié l'ancien Président Moussa Traoré de grand républicain le jour de son investiture un 04 septembre 2013, les anciens dignitaires de l'UDPM, auréolés de cette victoire ont depuis le vent en poupe. Ils ont eu d'abord l'audace d'écrire un livre intitulé : « Le Mali sous Moussa Traoré ». Dans ce livre, ils ont fait passer leur régime comme étant celui qui a fait du Mali un véritable havre de paix et de développement. Comme si cela ne suffisait pas, le Général Moussa Traoré s'est lui-même lancé dans une véritable campagne de séduction en étant l'ac-

teur principal d'un film qui déconstruit la gigantesque œuvre des patriotes qui se sont battus pendant des décennies pour qu'il y ait l'avènement de la démocratie au Mali. Face à cette entreprise de démolition et le silence assourdissant des leaders du Mouvement démocratique, le Président Alpha Oumar Konaré a tenté de rétablir la vérité par le bilan des dix ans de gestion, dans cette première partie d'une série d'articles, nous allons mettre l'accent sur le bilan de sa gestion de l'école que certains de ses détracteurs ont vu tout en noir. Pour Alpha Oumar Konaré, l'école était sa priorité pour plusieurs raisons. La première c'est que les ressources humaines sont à la base de toutes les richesses. Quand vous voulez la paix, c'est dans l'esprit des gens qu'il faut la cultiver. Quand vous voulez assurer la maîtrise de l'environnement ou créer des conditions normales de production matérielle, c'est par la formation des hommes que vous pouvez réussir. Si l'on veut être maître de son destin, il faut être éduqué. Donc, pour moi un pays peut disposer des ressources matérielles, mais s'il n'a pas de ressources humaines qui permettent leur exploitation, leur mise en valeur, il n'est pas crédible. D'autres raisons, c'est que je suis enseignant, je suis même plus qu'enseignant, je suis fils d'enseignante, je suis époux d'enseignante. L'école est ma famille. Je ne pouvais l'abandonner. C'est fort de cette conviction qu'il s'est lancé dans les grandes réformes. Il dit avoir fait de l'éducation une priorité et a voulu créer un consensus autour de l'école. Mais malheureusement, ce consensus tant souhaité ne s'est jamais réalisé, car certains hommes politiques et certains partis politiques avaient fait de l'école un champ de bataille politique contre le pouvoir, a-t-il déploré. Mais malgré tout, reconnaissant quelques maladresses comme la Nouvelle Ecole Fondamentale, NEF, nonobstant ces erreurs des grandes réformes ont été opérées dans le domaine de l'éducation, comme l'élaboration du PRODEC, programme décennal de l'éducation. Avec le PRODEC, des grandes réformes structurelles seront opérées. Ainsi selon AOK, un Centre d'Examen et de Concours

a vu le jour et dans le cadre de la réforme de la DNAFLA (Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique appliquée), un Institut de Langues a été intégré à l'université. Il y a eu la mise en place d'un Centre d'Education non formelle avec pour la première fois un Lycée sportif, le Lycée Ben Oumar Sy de Kati et le centre d'accueil Ousmane Traoré de Kabala. Grâce au PRODEC, beaucoup d'enseignants ont été recrutés ; beaucoup de salles de classe construites au point que les détracteurs de son régime, en voulant critiquer, ont tout simplement reconnu les gros œuvres réalisées dans le domaine de l'éducation. Que dire des multiples lycées créés dans la quasi-totalité des cercles, des régions et du District de Bamako. Et pour immortaliser les hommes et les femmes qui ont servi la patrie avec dévouement, la plupart de ces écoles et lycées nouvellement créés ont été baptisés à leurs noms. Si le Général Moussa Traoré se vantait d'avoir formé des cadres compétents et d'avoir également fait des études pour la création d'Universités décentralisées dans beaucoup de régions, son successeur AOK a pu réaliser ce vieux rêve en créant en 1996 l'Université de Bamako avec un certain nombre de facultés. Le Général Moussa Traoré ne dira jamais le taux de scolarisation, sous son magistère, qui était le plus bas de la sous-région. Par contre, Alpha Oumar Konaré, en plus de l'école Fondamentale classique a mis en place des Centres d'Education pour le Développement qui proposait une scolarisation de trois ans basée essentiellement sur l'enseignement des langues nationales, l'apprentissage de la langue française et la formation professionnelle. Pour relever le taux de scolarisation. Mieux, un nouveau souffle a été donné à l'éducation de base à travers le réaménagement des programmes de la medersa spécialisée dans l'enseignement de la langue arabe, selon AOK. Il dit avoir réformé l'enseignement secondaire en mettant l'accent sur les écoles professionnelles et techniques. Que dire du projet un village une école ou un CED ? Qui a permis à tous les villages de plus de cent habitants d'avoir



soit une école ou un CED ? Comme si cela ne suffisait pas face au manque de consensus autour de l'école et surtout à sa politisation à outrance, il a institué la bourse d'excellence pour permettre à quelques centaines d'élèves qui sont admis au Baccalauréat avec mention, toutes filières confondues, de pouvoir poursuivre leurs études dans les meilleures universités occidentales. Afin que l'excellence recherchée pour le futur radieux du pays ne soit pas un vain mot.

En définitive, Si les années scolaires n'ont pas été comme il avait souhaité à cause des multiples perturbations et autres grèves souvent non justifiées, force est de constater que des gigantesques efforts ont été faits dans le domaine de l'Éducation pour prouver quel est le village au Mali de plus de cent âmes qui n'a pas son école ou son CED ? Qui pourrait démentir l'affirmation selon laquelle plus de salles de classes ont été construites sous Alpha Oumar Konaré que sous les deux précé-

dentes Républiques réunies, à savoir sous la première République avec Modibo Keita et sous la deuxième République avec Moussa Traoré ?

Dans la seconde partie de notre série d'articles sur le bilan de la gestion du pays sous Alpha Oumar Konaré, nous évoquerons les immenses chantiers ouverts au niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

■ **Youssouf Sissoko**

Création ex-nihilo de conflits inter-ethniques dans le Centre : Déstabilisation planifiée de la société malienne

Le Centre du Mali est actuellement à feu et à sang, non à cause de rivalités ou conflits interethniques, mais surtout en raison d'une planification diabolique dont le but est de créer le chaos dans le Centre afin, d'une part, de faire oublier le Nord pendant qu'on y installe les bases d'une scission future du pays et, d'autre part, faire croire au monde que le Mali est ingouvernable dans sa forme actuelle.

Je préfère le vocable "monde" à l'expression "communauté internationale" qui est une construction sémantique désignant, de fait, l'OTAN et ses alliés circonstanciels, comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn... Chaque fois que les journalistes utilisent l'expression

"communauté internationale", si vous grattez un peu, vous retrouvez ces mêmes pays qui imposent leurs décisions au reste du monde. Et tout le monde n'y voit que du feu. On donne l'impression que la "communauté internationale" est le monde entier.

Dans le Centre du Mali, on envoie des mercenaires massacrer des Peulhs ou Dogons en sachant que des querelles de voisinage ont toujours existé dans la région entre Peulhs nomades et Dogons sédentaires depuis des centaines d'années sans déborder en massacres de masse. Ainsi, on crée les conditions de vendettas perpétuelles entre ces communautés et, de proche en proche, on fabrique une pou-rière.

La fabrique de la zizanie. Heureusement, beaucoup de Dogons et Peulhs ont compris la manœuvre.

Beaucoup de Maliens ont compris mais ils n'ont pas voix au chapitre. Les personnes qui attaquent les villages peulhs sont habillées en Dogon et vice versa, ils parlent des dialectes inconnus au Mali, anglais ou un français dont l'accent phonique indique qu'ils ne sont pas Maliens. Conséquence logique procédant de cette situation planifiée, on assènera au Mali des solutions de sortie de crise. Là on fait appel aux hommes monde. On tend le micro aux intellectuels verbeux totalitaristes comme Thomas Flichy, professeur d'histoire à l'École Spéciale militaire de Saint Cyr de Coëtquidan. Ce dernier, lors d'une conférence de l'OTAN en novembre 2013, entouré d'autres terroristes intellectuels et militaires, préconise le fédéralisme pour le Mali. (vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=Ph8y5QJvI9E>).

Les autres délinquants intellectuels sont : Stéphane Baudens, Olivier Chantriaux, Amaury Colcombet, Jean-Baptiste Cousin, Thomas Flichy, Arnaud Griffon du Bellay, Pierre-Louis



Lavie de Rande, Gregor Mathias, Jean-Eudes Mialthes, Jérôme Pâris, Antoine-Louis de Prémonville, Francis Simonis, Stéphane Taillat, et Anne-Sophie Traversac.

Ces gens roulent carrosse dans les capitales de pays de l'OTAN, notamment Paris, Bruxelles, Amsterdam, Washington, New-York-Manhattan, Berne en Suisse (pays neutre (?))... Ils s'étouffent d'admiration pour eux-mêmes. Ils sont les Hommes monde qui, dans le secret de leurs esprits tordus, estiment que Dieu disposerait d'une intelligence toute relative. Il a commis un péché originel pire que celui d'Adam en mettant autant de richesses dans le sous-sol africain. S'ils l'avaient pu, je vous fiche mon billet qu'ils auraient tenté un coup d'Etat contre Dieu soi-même. Heureusement, il est invisible et il a le don d'ubiquité. La chance!

Le Mali n'a pas cette chance et on lui fond dessus pour réparer ce péché originel divin. Toute la problématique revient à une donnée simple : faire main basse sur les richesses du Nord. Pour cette fin, depuis 1963, de façon récurrente, quelques Touaregs (je dis bien quelques) de la région de Kidal sont utilisés pour répandre de fausses informations sur l'attitude des autorités noires de Bamako à leur endroit. Tout y passe : volonté d'appauvrissement du Nord, racisme des noirs du Sud contre les Touaregs, certains vont jusqu'à parler de génocide comme j'ai pu l'entendre dans l'émission "la parole est aux auditeurs" de Juan Gomes sur RFI un jour de 2013 au plus fort de la crise. On leur donne des arguments à utiliser dans des médias complices. Le deal est le suivant : nous vous aidons à vous affranchir du pouvoir de Bamako, en contrepartie vous nous laisserez l'exploitation de vos ressources du sous-sol.

Quelques grands intellectuels français ont compris la manœuvre tel André Bourgeot, anthropologue, Directeur de recherche au CNRS, mais eux sont rarement invités sur les plateaux de télévisions parce qu'ils vont à contre-courant des idées vulgarisées par les pompeux cornichons du même acabit que les missi dominici de la soldatesque de Saint Cyr cités plus haut. C'est ce même type de manipulation ethnique qui a débouché sur le génocide rwandais. Dans ce

pays, je parle sous le contrôle de Boubacar Boris Diop, avant l'arrivée des colons et quand, parfois, il y avait des conflits entre villages, ce n'était des guerres tribales. Les Tutsi, Hutu et Twa du village X entraient en conflit avec les Tutsi, Hutu et Twa du village Y. Donc il y avait des conflits entre les villages mais pas de guerres interethniques. Mais les colons ont savamment manœuvré au point de transformer ces conflits qui pouvaient exister entre les villages en guerres tribales. On connaît la suite : l'abominable extermination des Tutsi en 1994. L'épouvante dans la forme et dans le fond. Une recette qui a bien marché au Rwanda. Pourquoi pas au Mali ?

Autre déboire pour le pays, il est gouverné par Monsieur subjonctif. En effet, le Mali est dirigé par un homme tout fier de plastronner partout qu'il sait user du subjonctif à merveille, il roule les mécaniques pendant que le pays brûle à la manière de Néron, l'empereur Romain qui jouait à la lyre pendant que Rome brûlait. Vous allez voir, pris dans son élan il va nous créer le subjonctif passé troisième forme ou le futur postérieur. A sa décharge, on peut dire qu'il est arrivé au pouvoir après plusieurs décennies de gestion calamiteuse du pays commencée au temps du CMLN. Mais le Comité Militaire de Libération Nationale (CMLN) avait formé une grande armée malienne, ce qui est à sa décharge. L'avènement de la démocratie libertaire, après la chute de Moussa Traoré, suite à une révolte générale elle-même prise en otage par une révolution de palais, a été l'amorce de la descente aux enfers du pays. Une succession au pouvoir d'ectoplasmes patibulaires, des pères Ubu, ridicules et risibles, d'une imbécilité antédiluvienne parce qu'ils n'ont roulé que pour eux en potentialisant la corruption qui a gangrené tout le tissu économique et social. Des poltrons, lascars, d'une scélératesse abyssale...

Des documents prouvent que les hommes commettant ces crimes dans le Centre du Mali sont aidés dans leurs déplacements, parfois, par des hélicoptères. Quels hélicoptères? Un compte rendu de renseignement du 25 avril 2019, émanant de l'armée malienne et repris par le G5 Sahel, donne des détails sur les allées et venues d'un hélicoptère sur le lieu d'où des hommes (mercenaires) ont attaqué les villages de Dioura et Guiré. Cet hélicoptère a survolé deux fois la zone de Gomacoura dans la

journée du 24 avril 2019 vers 10h00 et vers 16h00, a atterri dans un buisson près de Farabougou au milieu d'un dispositif temporaire des GAT (groupes armés terroristes).

Je laisse la conclusion à Larba Israël Lompo, président de l'association "Oeil d'Afrik" :

"Enfin, il ne faut pas se leurrer, le terrorisme au G5-Sahel est un « new deal » pour l'accaparement des marchés par les entreprises françaises. Et ce scénario est bien clair. L'ex-Ministre Sénégalais de l'Energie Thierno Alasane Sall contraint à la démission pour avoir refusé de signer le contrat d'exploitation du pétrole et du gaz de son pays avec la France déclarait : « La France est prête à te faire la guerre, un coup d'Etat, ou à lever toute une rébellion pour imposer un contrat. Ils imposent leur deal et si tu ne veux pas tu dégages».

Ce nouveau deal est d'ailleurs en parallèle avec l'émission frauduleuse de faux « vrais billets » de CFA aux profits des groupes terroristes. Au milieu du XIXe siècle, l'émission des devises des grands pays européens industrialisés, tels que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, avait échoué entre les mains des Rothschild. Gutle Schnapper, l'épouse de Mayer A. Rothschild, peu de temps avant sa mort, prononça cet aphorisme bien illustratif : «Si mes fils ne veulent pas la guerre, il n'y aura pas la guerre». La Guerre des monnaies, celle que la France utilise actuellement pour rester maître au G5 Sahel."

Pour la conclusion partielle, j'appelle Aimé Césaire : "Une civilisation qui ruse avec ses propres principes est une civilisation moribonde". Le fait est que nombre de grands dirigeants de la cinquième République rusent avec les principes de Liberté, Egalité, Fraternité qu'ils sont obligés d'employer en France; dans le pré carré français en Afrique Francophone les mêmes utilisent les principes de Travail, Famille, Patrie. Fonctionnement schizophrénique: Docteur Jekyll en France et M. Hyde en Afrique. Démocrates à l'intérieur monstres froids et sans complexe en Afrique face à des dirigeants africains dont la plupart continue de jouer encore à la marelle... Les pitieux...

Et voilà. A vous de voir.

■ **Yamadou Traoré, ENSEIGNANT**

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Santé: Ces 8 habitudes qui endommagent vos reins!

Les reins sont deux organes en forme de haricot, chacun ayant la taille d'un poing, situés juste en dessous de la cage thoracique de chaque côté de la colonne vertébrale.

Chaque jour, les reins filtrent plusieurs litres d'urine, les déchets et l'excès de liquide afin d'empêcher l'accumulation de déchets dans le corps.

Les reins maintiennent les niveaux d'électrolyte stables et produisent des hormones qui aident à réguler la pression artérielle, produisent des globules rouges et maintiennent la solidité des os. Des reins en bonne santé sont essentiels au bon fonctionnement de tout le corps. Les dommages aux reins peuvent souvent passer inaperçus, il est donc important de prendre des mesures préventives pour assurer la santé de vos reins.

Voici une liste de huit habitudes courantes que vous ne réalisez peut-être pas, qui exercent une pression importante sur vos reins et peuvent entraîner de graves lésions rénales au fil du temps.

1. Ne pas boire suffisamment d'eau

L'une des fonctions importantes des reins est de filtrer le sang et d'éliminer les toxines et

les déchets susceptibles de nuire au corps. Lorsque vous ne buvez pas assez d'eau, ces toxines et ces déchets commencent à s'accumuler, causant de graves dommages.

2. Consommer trop de sel

Le corps a besoin de sodium pour fonctionner correctement, mais un excès de sodium peut causer des dommages. La plupart des gens en consomment trop, ce qui peut faire augmenter la pression artérielle et stresser les reins.

3. Retenir de l'urine

Cela peut sembler étrange, mais presque tout le monde le fait. L'impulsion vient souvent lors d'une promenade en voiture, au milieu d'un appel téléphonique ou lorsqu'il n'y a pas de toilette à proximité. Une rétention régulière de l'urine augmente la pression, ce qui peut entraîner une insuffisance rénale. Quand la nature appelle, il vaut mieux écouter.

4. Consommer trop de café

Le café contient de la caféine et la caféine peut augmenter la tension artérielle et stresser davantage les reins, tout comme le sel. Au fil du temps, une consommation excessive de café (ou de caféine, telle que des boissons énergisantes) peut endommager les reins.

5. Consommer trop de protéines d'origine ani-

male

Consommer un excès de protéines animales (en particulier de viande rouge) augmente la charge métabolique sur les reins. Plus on consomme de protéines animales, plus les reins doivent travailler fort, ce qui peut causer du stress et des dommages aux reins.

6. Consommer trop d'alcool

Consommer trop d'alcool ne nuit pas seulement au rein, mais aussi au foie. La plupart des gens consomment un verre de vin ou une bière ici et là, mais plusieurs verres par semaine peuvent augmenter les risques de lésions rénales. L'alcool met les reins et le foie à rude épreuve.

7. Abus d'analgésiques

Les médicaments en vente libre et les médicaments sur ordonnance sont couramment prescrits pour soulager les douleurs, sans se soucier des effets secondaires néfastes qui peuvent en résulter. L'utilisation excessive ou abusive d'analgésiques peut entraîner de graves dommages aux reins et au foie.

8. Se priver de sommeil

La privation chronique de sommeil est liée à de nombreux problèmes de santé, notamment les maladies du rein. Le corps travaille pendant son sommeil pour réparer les tissus rénaux susceptibles d'être endommagés. Par conséquent, priver le corps de sommeil rend la guérison plus difficile.





Insalubrité : Bamako, la cité des ordures

L'abandon de la ville de Bamako saute aux yeux avec des routes délabrées, des caniveaux devenus poubelles à ciel ouvert et des déchets à tous les coins de rue. Pire, la ville a totalement perdu de son charme, l'insalubrité s'ajoutant à la désuétude précoce des monuments envahis par des mauvaises herbes. Jamais, de mémoire de Maliens, la capitale n'a été aussi abandonnée et livrée à l'insalubrité. Jamais, elle n'a été si en ruine, si orpheline d'autorités. Au même moment, des milliards de nos francs sont détournés, volés ou dilapidés dans des dépenses de prestige et pour le confort des dignitaires du régime. Honteux !

Bamako est sale, très sale. Un tour dans la ville suffit pour s'en rendre compte. Si la capitale malienne était propre autrefois, aujourd'hui elle est étranglée par les déchets. Des montagnes d'ordures qui cumulent, çà et là, étouffent leur voisinage. Elles sont la source de toutes les formes de pollution. Et, les Bamakois (de tout statut social) sont confrontés à cet environnement malsain et qui se dégrade de jour en jour. Sachets, nourritures pourries, objets en plastique usés, bouteilles, pneus et autres sont visibles dans

plusieurs quartiers de la capitale. La palme revenant à certaines zones, dont le quartier de Lafiabougou avec son « célèbre Kili-mandjaro » et le grand marché de Bamako (Dabanani), ou encore le dépôt d'ordure de Médina Coura.

En effet, à quelques mètres du cimetière de Lafiabougou, se dresse une montagne d'ordures nauséabondes. En faisant un tour sur les lieux, on y rencontre des emballages, des papiers de tout genre, des légumes et des fruits pourris, des boîtes de conserve, des bouteilles vides et surtout les déchets plastiques, interdits dans certains pays. Ce spectacle est d'autant plus choquant qu'il se situe non loin du cimetière de Lafiabougou très fréquenté par les proches des défunts qui viennent notamment pour se recueillir ou pour des enterrements. Ce dépotoir reçoit chaque jour des tonnes d'ordures provenant de plusieurs quartiers de la Commune IV. Il s'étend sur une grande surface et n'est pas clôturé. L'autre aspect désagréable de cette scène, ce sont les fumées dégagées par les déchets incinérés la veille et qui rendent la vision pratiquement nulle. L'odeur est tout aussi insupportable. Cerise sur le gâteau : souvent des individus mettent le feu à ce dépôt, provoquant des incendies qui se propagent souvent aux alentours des maisons environnantes. De quoi susciter la colère des populations riveraines qui assistent, impuissantes, à l'augmentation de ce tas d'immondices. En dépit d'une évacuation récente, le « mont » a refait sa réapparition au grand dam des populations. Aujourd'hui, les ordures ont carrément débordé pour envahir une des principales voies de la circulation.

Même le centre-ville de Bamako n'échappe pas à cette insalubrité. Une partie du grand marché et de la Zone industrielle génère de grandes quantités de débris. Au grand marché, une voie, la principale, est devenue un véritable dépotoir d'ordures. Les autres endroits ne sont pas épargnés. Partout, il y a des débris étalés devant les boutiques, au bord des goudrons et des petits secteurs. Certains vendeurs sont installés sur des immondices au bord du goudron et dans les petits coins pour faire écouler leurs marchandises. Les clients et les passants aussi aggravent la situation. Rares sont ceux qui utilisent les poubelles. Côté de la zone ORTM (Office de radiodiffusion télévision du Mali), la situation est pire. Car, dans le quartier Bozola, il y a toutes sortes d'ordures. C'est le dépotoir principal même du Centre-ville de Bamako.

Puisseurs quartiers de la capitale (Hippodrome, Bagadadj, Sirakoro, Medina Coura) offrent le même visage peu reluisant où les tas d'ordures poussent comme des champignons. Et y circuler relève d'un parcours de combattant, parce que les routes sont encombrées de débris de tout genre, emportés par les eaux d'écoulements qui débordent des caniveaux rendant les routes peu praticables.

Au Mali, les problèmes d'insalubrité sont devenus aujourd'hui une véritable source de santé publique. En effet, cette insalubrité génère plusieurs pathologies (problème respiratoire) graves pour les riverains des différents sites de dépotoirs.

**Idem pour les monuments
et les routes !**

Abandonnées par les autorités, les routes de la capitale sont devenues tellement impraticables qu'il est devenu impossible de circuler sans provoquer des accidents. Au mieux, on s'en sort couvert de poussière sur moins de deux kilomètres. Les services d'entretien routier ont tout simplement disparu des radars. Résultat : les petits trous communément appelés nids de poule ont pris possession des voies. Au fil des mois, ces trous sont devenus de véritables fosses à l'origine de la mort de nombreux innocents qui pourraient vivre bien plus longtemps si les responsables du régime avaient fait leur travail.

Lorsqu'il s'agit de trouver des idées ingénieuses pour se faire de l'argent, l'entourage du président IBK ne manque pas d'imagination, alors que Bamako ressemble à une ville en ruine. Malheureusement, le sort de la capitale n'intéresse personne en haut lieu, des gens plutôt préoccupés par des milliards et des milliards à pomper des caisses de l'Etat... Au lieu de s'occuper du bien-être des populations !

Et Bamako peut mourir de sa belle mort. Rien ne semble pouvoir éveiller le régime frappé d'immobilisme et d'ivresse du pouvoir. Pas même les maladies liées à l'insalubrité que les régimes précédents avaient combattu, en habituant les citoyens à un cadre de vie sain, notamment à travers le curage des caniveaux et le nettoyage des grandes artères de LA capitale. Et que dire de ces grandes et belles infrastructures réalisées par ces régimes pour changer radicalement le visage du pays ?

Aujourd'hui, les caniveaux de la capitale sont bouchés faute d'entretien. Et ces fossés abandonnés servent de nids aux moustiques et autres vecteurs de maladie dont des rats qui sont maintenant porteurs d'une nouvelle peste ravageuse dans certains pays africains. Déjà coupable de négligence face à la fièvre hémorragique Ebola, les autorités sont aussi fautive en ce qui concerne la prévention des maladies liées à l'insalubrité dans la capitale où plus rien ne séduit.

La ville coquette arbore davantage l'allure d'une cité délabrée lorsque l'on fait le tour des monuments qui sont réduits à de simples œuvres d'art délabrées ou d'architecture. Pourtant, les habitants étaient fiers de la beauté de ces monuments et des avenues et espaces verts de Bamako.

Paradoxalement, tout se passe comme si le

pouvoir en place n'a aucune considération envers ces œuvres architecturales dont l'abandon donne un visage hideux à la capitale. Quoi qu'il en soit, le pouvoir d'IBK montre son incapacité à donner un cadre sain et harmonieux aux populations qui s'attendaient à tout sauf un tel échec. La réalité est que tout se dégrade actuellement à Bamako.

Populations et autorités indexées

Les responsabilités sont partagées entre la population et les autorités concernant l'insalubrité grandissante de la capitale. C'est sans doute la population qui assainit et salit une ville, un endroit, un lieu... Mais le gouvernement doit prendre ses responsabilités, en prenant en charge la gestion des dépôts et tas d'ordures. Ce qui n'est pas le cas. Au contraire, il ne lève presque jamais le petit doigt. Pire, le gouvernement n'assume pas ses responsabilités en ne respectant pas ses engagements envers les entreprises en charge de l'évacuation des ordures. En effet, quatre ans après la signature d'une importante convention avec une entreprise marocaine de droit malien, dans ce sens, notre pays traîne toujours les pieds quant à la tenue de ses engagements. L'espoir, qui a conduit les premiers pas de OZONE-Mali s'est émoussé peu à peu, comme un château de cartes, au fil des mois et années. Les ordures, les déchets de toutes sortes ornent à nouveau la capitale malienne. Les parties prenantes de la convention (Ozone Maroc et l'Etat malien) peinent à respecter leurs engagements... L'entreprise va-t-elle mettre la clé sous le paillason ? En plus du fait que l'Etat soit insolvable vis-à-vis d'Ozone, la mise en œuvre du contrat entre les deux parties souffre aussi de la non-opérationnalisation du dépôt final, sis à Noumoubougou où, selon des sources officielles, l'Etat a consenti de gros efforts financiers et techniques. Mais depuis plus de quatre ans, le chantier peine à être opérationnel, et l'entreprise ne sait pas où mettre les ordures qu'elle ramasse en ville. Les agents d'Ozone sont obligés de faire le tour des banlieues de Bamako pour y déverser des déchets estimés à plusieurs tonnes par jour. Tout se passe comme si l'assainissement est le dernier souci des autorités nationales. Et le programme initié par le gouvernement appelé « programme d'urgence d'assainisse-

ment de Bamako » tarde à faire effet sur le quotidien des populations. Ce programme, lancé le 16 octobre 2013 : difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre ; évacuation déjà faite des déchets sur des sites (6 sur 9) ; attribution des marchés ; recherche d'un avenant pour achever le travail, car le milliard débloqué par le gouvernement est insuffisant ; réouverture de la décharge de Doumanzana à laquelle les riverains sont toujours hostiles ; achèvement des travaux de celle de Noumoubougou dans la Commune rurale de Tienfala ; création d'une dizaine de décharges finales pour la ville de Bamako ; interdiction de la fabrication et de l'usage des sachets plastiques ; renforcement de la Voirie du District et de la Brigade urbaine d'assainissement pour l'évacuation des ordures et le contrôle, ainsi que la surveillance des sites évacués et la répression des récalcitrants ; organisation d'une Journée nationale de la salubrité... Voilà, entre autres, les différents thèmes qui avaient été abordés par l'ex-ministre de l'Environnement et de l'Assainissement, Ousmane Ag Rhissa...

En effet, le programme a été préparé sur la base des propositions faites par les Mairies des 6 Communes et la Mairie centrale du district de Bamako. Ce programme d'urgence concerne 9 dépôts prioritaires pour un volume de 299. 365 mètres cube d'ordures ménagères à évacuer. Le coût de l'opération était estimé environ 900 millions de F CFA.

La solution est la mise en place d'une stratégie et la mise à disposition des moyens de collecte de déchets. Presque tous les pays de l'Afrique de l'Ouest ont trouvé la solution. Pourquoi pas le Mali ? Mais, il faudra un réel changement de comportement des Maliens. C'est la clé pour tracer la voie vers le salut en matière d'assainissement au Mali. La situation exige également une pleine implication des pouvoirs publics. La répression constitue un moyen efficace pour réduire les errements qui continuent de faire des ravages.

Dans tous les cas, force est de reconnaître que le problème d'assainissement de Bamako est devenu, de nos jours, un casse-tête. Alors que, dans toutes les villes modernes au monde, la question de l'assainissement est un débat clos. Alors que chez nous, le président de la République et les autorités semblent préoccupés pour leurs confort personnels

■ Mohamed Sylla

Transports en commun à Bamako : Indispensables mais... désagréables "Sotramas"

Au Mali, nous sommes nombreux à dépendre des transports en commun, principalement, les "sotrama" pour la mobilité et pouvoir vaquer à nos multiples occupations : aller au travail, à un mariage, rendre visite à des amis, à des parents.

Ces véhicules de transport en commun, nés dans les années 80, demeurent, encore aujourd'hui, les plus sollicités et utilisés à Bamako, la Ville des trois caïmans. Mais il n'en demeure pas moins que ce moyen de transport pose beaucoup de problèmes, notamment dans les rapports des usagers (clients) avec les apprentis et les chauffeurs dont les Bamakois se plaignent des comportements irrévérencieux.

En outre, du fait que plus de la moitié de la population en dépend et que d'innombrables Bamakois l'empruntent, les "sotrama" deviennent, de plus en plus inaccessibles, surtout aux heures de pointe.

Il est environ 6h00, sur la route principale menant à Sénou, une foule de toutes les tranches d'âge, composée de marchands, de travailleurs du secteur informel, de fonctionnaires, d'élèves ou d'étudiants, chacun portant ses affaires, en attendant un véhicule de transport en commun, pour le centre-ville.

Solo Doumbia, mécanicien à Niaréla déclare qu'il est obligé de sortir de son domicile à 5h45 pour pouvoir trouver un véhicule à temps et éviter d'être en retard à son travail. « De nos jours, le problème de déplacement est source de beaucoup de difficultés », a-t-il souligné. Il ajoutera qu'il faut parfois 30 à 40 minutes d'attente parce que tous les véhicules qui passent sont soit remplies, soit partent pour une autre destination.

A quelques mètres de M. Doumbia, nous apercevons deux frères qui se rendent à l'école, pour leurs cours de vacances, à Bamakocoura. Le plus âgé, Issiaka Mariko a 18 ans. Il passe en classe de 11^{ème} et Moussa Mariko, le plus jeune, passe en classe de 9^{ème} année. « Ma famille et moi avons déménagé à Sirakoro Méguétan, il y a deux ans, Mes parents n'ont pas voulu nous faire changer d'école », a affirmé Issiaka. Le jeune frère affirme que la veille déjà, ils rangent leurs cartables pour le lendemain.

Il a ajouté qu'ils sont déjà sur pied à 5 heures pour faire la même routine afin d'arriver à la station des véhicules de transport en commun plus tôt pour être à l'heure à l'école. Nous sommes, parfois, contraints de demander à des motocyclistes de nous aider à avancer pour pouvoir trouver une "sotrama".

De passage vers le dépôt de pétrole, nous in-

terpellons Mme Diarra Awa Koumaré, plusieurs marchandises à ses pieds. Avec d'autres marchandes, elle était arrêtée au bord de la voie goudronnée où passe le plus de véhicules de transport en commun. Mme Diarra a indiqué qu'elle est vendeuse de cosmétiques au Marché rose de Bamako. « Mon mari m'accompagnait, chaque jour, avant de se rendre à son travail. Mais, depuis qu'il a été muté à Kéniéba, je me débrouille toute seule », a-t-elle ajouté.

La marchande souligne qu'il faut sortir très tôt et s'armer de patience pour arriver à destination. Parfois, les chauffeurs tournés vers le seul désir de récolter plus d'argent (la dictature de la recette et de la 'sur recette') ne font que la moitié du trajet et retournent au terminus, en quête de nouveaux passagers. « Et de ce fait, nous sommes obligées de faire le trajet en deux axes. Ce qui nous coûte 350 francs au lieu de 200 francs, comme d'habitude », explique-t-elle.

Dramane Koné, menuisier à Bolibana, habite aux 1008 logements. Il souligne qu'il a le même problème, une fois son travail fini. « Les taxis sont chers. Aux heures de pointe, les "sotramas" deviennent inaccessibles parce que beaucoup de monde attend », a déploré M. Koné. Vers la Tour de l'Afrique de Bamako, nous rencontrons Mme Traoré Assitan Konaté, une enseignante, mère de quatre enfants de 10, 7, 5, 2 ans. « Chaque matin, je me réveille à quatre heures du matin pour préparer le petit déjeuner de mon mari et de mes enfants, afin d'être à l'heure », a-t-elle dit. Le soir, Mme Traoré a de la peine à rejoindre sa maison, à cause de trafic et du manque de moyen de transport. Elle estime que, comme elle, 80 à 85% de la population malienne utilisent le transport public.

Seydou Coulibaly, chauffeur de "sotrama" partage le même point de vue que notre interlocutrice. « Je réside aux 1008 logements mais je fais le trajet entre Sanankoroba et le centre-ville parce que c'est le tronçon le plus animé, on y a plus d'argent à gagner », a-t-il affirmé.

Il trouve déplorable la peine des passagers pour pouvoir se déplacer, et leur impuissance face à la situation, étant donné que « ce métier permet à beaucoup d'hommes de subvenir aux dépenses de leur famille ».

■ GJT/MD





Putsch manqué : Le Ghana déjoue un « coup d'État »

Les forces de sécurité ghanéennes ont déjoué « un complot » qui ciblait la présidence et dont « le but ultime [est] de déstabiliser le pays », selon le ministère de l'Information.

Vendredi dernier, une opération de sécurité conjointe a conduit à l'arrestation de trois personnes et à la saisie de plusieurs armes, selon le communiqué.

Parmi les personnes arrêtées figurait un fabricant d'armes local.

L'opération a eu lieu après « 15 mois de surveillance et de collecte de preuves sur les activités des principaux suspects et autres ».

Entre juin et août de l'année dernière, l'un des suspects « a contacté un certain nombre de militaires en service et leur a parlé pour les convaincre d'élaborer et d'exécuter un complot

visant à obtenir des armes, à prendre le contrôle d'installations clés et à obtenir des fonds en vue de prendre le pouvoir », indique le communiqué.

Le Ghana est considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest depuis sa transition vers la démocratie multipartite en 1992, reléguant au passé une succession de coups d'État.

Le président Nana Akufo-Addo a remporté une élection en décembre 2016, le président sortant John Mahama acceptant la défaite après un scrutin âprement disputé.

Burkina : Boureima Badini démissionne du CDP

Est-ce le début d'une vague de démissions au lendemain du Congrès extraordinaire du parti?

Après Kadré Désiré Ouédraogo, c'est Boureima Badini qui a remis lundi sa lettre de démission au président de l'ex parti au pouvoir, Eddie Komboïgo, a appris Radio Oméga, de sources proches du Bureau exécutif national du parti. Candidat malheureux face à Eddie Komboïgo pour la présidence du CDP, Boureima Badini, 63 ans, a été Représentant spécial en Côte d'Ivoire du facilitateur Blaise Compaoré et mi-

nistre de la justice puis de la promotion des droits humains (1999-2002).

A l'issue du Congrès dimanche, il a été suspendu des organes pour une durée de 12 mois et de sa qualité de membre pendant 12 mois pour: "déclaration publique de la suspension, puis de la reprise de sa participation aux réunions et instances du Parti à travers la presse sans aucun égard aux procédures internes au parti;

violation de l'article 12 du règlement intérieur pour soutenir un Candidat en dehors du Parti."



Fonds nigériens dans les banques suisses : La Suisse restitue au Nigeria des fonds détournés par le dictateur Sani Abacha



Le général Sani Abacha en juin 1993. © AFP Photo/Fethi Belaid

La Suisse a annoncé qu'elle allait restituer au Nigeria environ 321 millions de dollars détournés par l'ancien dictateur Sani Abacha. Au pouvoir de 1993 à 1998, il est accusé d'avoir détourné quelque 5 milliards de dollars des coffres de son pays. De l'argent déposé dans diverses banques en Europe et aux Etats-Unis. Le Nigeria et la Suisse ont signé une lettre d'intention l'année dernière. Et un accord a été finalisé le 4 décembre.

Vingt ans après, la Suisse va enfin restituer l'argent détourné par le dictateur Sani Abacha : 321 millions de dollars déposés sur des comptes par le général et sa famille. De l'argent qui avait été bloqué par la Suisse dans le cadre d'une procédure pénale contre Abba Abacha, le fils de l'ancien dictateur mort en 1999.

Selon Roberto Balzaretto, un des négociateurs suisses, ce versement sera le dernier. « Il n'y a plus rien en Suisse, affirme-t-il. Il y a eu ces deux processus de restitution : d'abord sur quelque 600 millions de dol-

lars il y a quelques années, et puis maintenant cette tranche que nous appelons dans le langage technique "Abacha 2". Avec ces 321 millions qui vont être restitués au Nigeria, il n'y a plus d'argent, voire de patrimoine quelconque de la famille Abacha en Suisse. »

L'accord prévoit que la restitution se fasse par échéance sous le contrôle de la Banque mondiale et que les fonds soient utilisés pour des programmes de lutte contre la pauvreté.

« Hypocrisie »

Une bonne nouvelle pour Yemi Adamolekun, de l'organisation nigérienne de lutte contre la corruption Enough is Enough (EIE), mais qui s'inquiète tout de même de l'utilisation de ces fonds. « Le programme de lutte contre la corruption initié par le gouvernement a beaucoup été critiqué pour son manque de clarté, notamment sur l'utilisation de ces fonds recouverts. Ils sont listés dans notre budget comme étant des revenus. Mais de nombreuses organisations ont

demandé à ce que ces revenus soient traités séparément et alloués à des secteurs spécifiques », rappelle-t-elle.

Ces organisations soulignent également que cet argent suisse ne représente qu'une petite partie des 5 milliards qui auraient été détournés par l'ancien dictateur.

Yemi Adamolekun dénonce aussi « une certaine hypocrisie de la part des pays occidentaux ». « Il s'agit d'argent qui a été volé, mais cet argent n'a pas été gardé sous un oreiller – bien qu'on ait appris que d'importantes sommes en liquide aient été retrouvées à son domicile. Ces grosses sommes d'argent ont été déposées dans des institutions financières dans des pays occidentaux, souligne-t-elle. Donc, il y a une certaine hypocrisie de la part de ces pays à reconnaître qu'il s'agit d'argent volé, tout en acceptant que cet argent soit entreposé dans leurs institutions financières parce qu'au fond cet argent fait vivre leurs banques. »

Brexit au Royaume-Uni : Echec total pour Boris Johnson, la suspension du Parlement annulée

La Cour suprême a jugé mardi 24 septembre que la suspension du Parlement par Boris Johnson était illégale. Un revers considérable pour le Premier ministre britannique.

“La Cour suprême a jugé que la proposition de Boris Johnson à la reine de suspendre le Parlement pour cinq semaines, au plus fort de la crise du Brexit, était illégal” : la presse britannique, à l’image du Guardian, a accueilli avec stupeur la décision des 11 juges de la Cour suprême à Londres mardi 24 septembre. La décision, lue par la présidente de la Cour suprême, Brenda Hale, implique que le Parlement siège à nouveau “dès que possible”. Le président du Parlement à Westminster, John Bercow, a déclaré dans la foulée que le Parlement “doit se réunir sans délai”.

Boris Johnson a appris la nouvelle depuis New York, où il participe au sommet sur le climat et à l’Assemblée générale des Nations unies (ONU). Il avait déclaré qu’il ne démissionnerait pas et qu’il “refusait d’écarter la possibilité de suspendre à nouveau le Parlement britannique, si la Cour suprême décidait qu’il avait abusé de ses pouvoirs en tant que Premier ministre” et induit en erreur la reine Élisabeth II, rapportait The Guardian ce mardi matin.

Bataille pour la démocratie britannique

Effective depuis le 9 septembre, la suspension du Parlement pour cinq semaines a été présentée par le Premier ministre comme une façon de préparer et présenter ses priorités

politiques au niveau national avant le discours traditionnel prononcé par la reine. Le chef du parti conservateur est entré en fonction fin juillet.

Ses détracteurs l’ont accusé d’avoir suspendu le Parlement jusqu’au 14 octobre, à deux semaines de la date officielle du Brexit, pour empêcher les députés de contrôler l’action du gouvernement. Et ainsi précipiter le Royaume-Uni vers une sortie sans accord de l’Union européenne le 31 octobre prochain. “Je pense que j’avais toutes les raisons [...] de demander à la reine de faire un discours”, a déclaré Boris Johnson aux médias britanniques, dont The Times, dans son avion pour New York. La décision de la Cour suprême annule d’ores et déjà tout discours royal.

La suspension avait été jugée légale par la Haute cour de justice de Londres, mais illégale par la Cour d’appel d’Édimbourg, en Écosse. Le gouvernement avait lui considéré que la justice n’avait pas à se prononcer sur la prorogation du Parlement.



Le Premier ministre britannique Boris Johnson, au sommet Action climat de l’ONU, à New York, le 23 septembre 2019. PHOTO Getty Images via AFP / Spencer Platt



Donald Trump à New York lundi 23 septembre 2019. Saul Loeb, AFP

Etats-Unis : Donald Trump nie avoir fait pression sur l'Ukraine pour nuire à Joe Biden

Donald Trump a farouchement nié, lundi, avoir fait pression sur Kiev pour tenter de nuire à son rival politique Joe Biden, balayant la menace d'une procédure de destitution malgré les appels de plus en plus pressants de l'opposition démocrate.

"Je n'ai mis aucune pression sur" l'Ukraine, a affirmé Donald Trump, lundi 23 septembre, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, à New York. Les appels à la destitution du président américain ont redoublé ces derniers jours : depuis la révélation d'un signalement d'un lanceur d'alerte dans les services de renseignement américains, le républicain est soupçonné d'avoir poussé Kiev à enquêter sur le fils de son rival politique Joe Biden.

Alors même que la pression monte sur les chefs démocrates du Congrès américain pour qu'ils lancent cette procédure explosive, le président républicain a affirmé ne pas prendre "du tout au sérieux" la perspective d'une destitution.

Il a du même coup tenté de retourner les projecteurs sur Joe Biden, ancien vice-président de Barack Obama et favori de la primaire démocrate. "Joe Biden et son fils sont corrompus", a accusé sur un ton outré Donald Trump,

en reprenant des rumeurs non étayées concernant une affaire présumée de corruption en Ukraine, et des pressions sur un procureur. "Si un républicain disait ce que Joe Biden a dit, il aurait droit à la chaise électrique immédiate", a-t-il poursuivi.

La veille, il avait confirmé avoir parlé cet été à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, de cette affaire présumée en mentionnant explicitement Joe Biden et son fils, Hunter, qui a travaillé pour un groupe gazier ukrainien à partir de 2014.

L'opposition soupçonne Donald Trump d'avoir, lors de cette conversation, profité de sa position pour pousser Volodymyr Zelensky à enquêter sur Joe Biden, en utilisant notamment une aide militaire comme levier de pression. Le président républicain dément. Affirmant que sa conversation avec Volodymyr Zelensky avait été "très honnête", il a dit "espérer" que sa retranscription puisse être publiée. "Alors, publiez la retranscription de l'appel", l'a défié Joe Biden.

Les démocrates ne se satisferont de toute façon pas d'une retranscription : ils réclament que la Maison Blanche livre au Congrès le signalement présenté en août par le mystérieux

lanceur d'alerte.

Audition très attendue jeudi

Trois puissantes commissions parlementaires, menées par des démocrates, ont en plus menacé, lundi, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, de forcer ses services à leur livrer d'autres documents concernant l'Ukraine. Ils concernent "les tentatives du président et de son avocat personnel, Rudy Giuliani, de demander l'aide d'un pouvoir étranger afin d'intervenir dans l'élection présidentielle de 2020", accusent les démocrates. Réticente jusqu'ici à emprunter la voie impopulaire de la destitution, la présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi, a menacé Donald Trump d'une escalade vers une "toute nouvelle étape de l'enquête" parlementaire s'il empêchait le lanceur d'alerte de témoigner.

Une date butoir se profile : l'audition publique prévue jeudi du directeur par intérim du renseignement national (DNI) Joseph Maguire. Nancy Pelosi veut qu'il livre à cette occasion les détails du signalement.

L'aile progressiste du Parti démocrate, partisane depuis des mois d'une procédure de destitution, apparaît elle chauffée à blanc, dénonçant désormais explicitement ses propres chefs. Chez les candidats démocrates à la Maison Blanche, l'étoile montante Elizabeth Warren a de nouveau appelé ce week-end à lancer une procédure de destitution.



FIFA The Best 2019 : Messi a voté pour Sadio Mané

Maigre consolation pour les fans de Sadio Mané. Après une cérémonie FIFA The Best 2019 bien décevante pour nos ambassadeurs africains en Europe, marquée notamment par l'absence surprise de la super star sénégalaise de la liste des finalistes et du 11 FIFA-FIFpro de l'année, les férus du football africain peuvent toutefois retenir

une note positive.

En effet, et alors que la FIFA a publié ce mardi la liste complète des votes des joueurs, on y découvre que Lionel Messi, sacré footballeur de l'année, a voté pour Sadio Mané en première position, suivi de Cristiano Ronaldo et de Frenkie de Jong !

Même si cela ne changera rien à la décevante

cinquième place finale de l'enfant de Bambali, il s'agit d'un sublime signe de reconnaissance venant de la part de l'un des meilleurs joueurs de l'histoire !

Il convient de noter également que le capitaine du Mali Abdoulaye Diaby, le roc sénégalais Cheikhou Kouyaté et le maître à jouer belge Eden Hazard, ont également placé Mané en tête de leurs votes, tout comme l'illustre sélectionneur du Togo Claude Le Roy et le patron de la tanière du Sénégal, Aliou Cissé.

Ci-après les votes de certaines stars:

Le vote de Messi (Argentine) : Mané, Ronaldo, De Jong
 Le vote de Hazard (Belgique) : Mané, van Dijk, Messi
 Le vote de Kane (Angleterre) : Messi, van Dijk, Ronaldo
 Le vote de Abdoulaye Diaby (Mali) : Mané, Mbappé, Hazard
 Le vote de Dani Alves (Brésil) : Messi, Mané, van Dijk
 Le vote de Modric (Croatie) : Ronaldo, Hazard, Messi
 Le vote de Aubameyang (Gabon) : Ronaldo, Hazard, Messi
 Le vote de Neuer (Allemagne) : van Dijk, Mané, Hazard
 Le vote de Chiellini (Italie) : Ronaldo, De Jong, Salah
 Le vote de van Dijk (Pays-Bas) : Messi, Salah, Mané
 Le vote de Lewandowski (Pologne) : van Dijk, Mané, De Jong
 Le vote de Ronaldo (Portugal) : De Ligt, De Jong, Mbappé
 Le vote de Cheikhou Kouyaté (Sénégal) : Mané, van Dijk, Messi

Les sélectionneurs:

Le vote d'Aliou Cissé (Sénégal) : Mané, Messi, Ronaldo
 Le vote de Claude Le Roy (Togo) : Mané, Mbappé, Messi
 Le vote de Didier Deschamps (France) : Mbappé, Ronaldo, Messi
 Le vote de Joachim Löw (Allemagne) : Hazard, Mbappé, Mané
 Le vote de Gernot Rohr (Nigeria) : Mbappé, van Dijk, Hazard
 Le vote de Hervé Renard (Maroc) : Mbappé, Messi, van Dijk
 Le vote d'Alain Giresse (Tunisie) : Ronaldo, Mbappé, Mané

The Best : L'absence de Mané et Salah du palmarès suscite la polémique

L'Égyptien Mohamed Salah et le Sénégalais Sadio Mané sont en quête d'un deuxième sacre consécutif en Ligue des champions. REUTERS/Phil Noble

L'absence de Sadio Mané et de Mohamed Salah du podium pour le titre de joueur de l'année remis par la Fédération internationale de football (FIFA) avait déjà suscité la polémique, avant la cérémonie The Best FIFA. Le fait que le Sénégalais et l'Égyptien ne figurent pas davantage dans l'équipe idéale de la saison, révélée ce 23 septembre à Milan, a provoqué la colère de nombreux amateurs et spécialistes du foot, africain notamment.

La première pique est venue de Samuel Eto'o, présent à la cérémonie des « oscars du football », organisée par la Fédération internationale (FIFA), ce 23 septembre 2019, dans le prestigieux cadre de la Scala de Milan. Interrogé avant la cérémonie sur son favori pour le

titre The Best FIFA de joueur de l'année, le Camerounais a rétorqué, avant de prendre la tangente : « Les meilleurs pour moi sont Salah et Mané, mais ils ne sont pas là... »

The Best FIFA : Quand Samuel Eto'o se lâche sur les absences de Sadio Mané et Mohamed Salah

Le légendaire attaquant des « Lions Indomptables », fraîchement retraité, est alors loin de se douter que l'Égyptien et le Sénégalais vont être totalement absents du palmarès de l'édition 2019 des The Best FIFA Football Awards. En effet, l'ailier et le milieu offensif auraient pu légitimement figurer dans l'équipe de rêve (World11) pour la saison 2018-2019. Mais le Belge Eden Hazard, le Croate Luka Modric, le Français Kylian Mbappé ou le Portugais Cris-

tiano Ronaldo en sont, contrairement aux deux meilleurs footballeurs africains du moment. Un résultat d'autant plus étrange que les deux coéquipiers ont fini au pied du podium pour le titre de joueur de l'année.

Les oubliés de Liverpool

Leur club, Liverpool, a pourtant été en partie à l'honneur, ce lundi soir. Le défenseur Virgil van Dijk a fini deuxième derrière l'Argentin Lionel Messi pour le trophée de meilleur joueur. Alisson Becker a été élu meilleur gardien de but. Quant à la distinction de technicien de l'année, elle est revenue à l'entraîneur des « Reds », Jürgen Klopp.

Comme leurs partenaires et leur coach, Mohamed Salah et Sadio Mané ont pourtant réussi une grande saison, même si l'Égyptien a été un peu moins flamboyant que lors de l'exercice 2017-2018. Ils ont fini co-meilleurs buteurs du Championnat d'Angleterre, avec le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang. Ils ont gagné la prestigieuse Ligue des champions. Quant au Sénégalais, il a atteint la finale de la Coupe d'Afrique des nations.





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Agir avec discrétion, ce sera peut-être la solution pour passer au travers de cette ambiance délétère dans votre environnement professionnel. Chacun tirera la couverture à soi, et même si la compétition vous stimulera, vous vivrez mal cet acharnement.

Vous penserez à vos futures vacances avec l'envie de vous offrir un voyage. Vos moyens ne vous permettront pas de le réserver. Qu'à cela ne tienne, vous trouverez une idée pour gagner de l'argent et vous ne compterez pas les heures et les efforts.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous enchaînez les propositions, preuve que vos talents seront reconnus. Mais vous courez le risque de vous disperser. Il faudra bien vous organiser en fixant des priorités à vos actions. Votre démarche consistera à vous recentrer sur l'essentiel.

Si tout va bien, vous augmenterez vos chances d'augmenter vos gains. Le sextile Mercure/Jupiter vous sera propice pour renégocier un contrat à votre avantage. Vous serez en position de force pour imposer vos conditions et vous aurez gain de cause.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un collègue est en train de devenir une relation agréable de travail. Sa présence vous aide à aller au travail avec le sourire. La journée se déroule dans une ambiance agréable. Les tâches vous semblent moins difficiles à faire grâce à cette relation.

Vous devenez raisonnable avec les finances. Elles ne partent pas dans des gadgets inutiles. Vous reprenez le contrôle de la situation. Des coups de coeur sont néanmoins là. Ils concernent des articles de mode ou des produits destinés à votre garde-robe.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous ne combattez plus le système... Avec la complicité du trigone Lune-Jupiter, vous l'utiliserez à votre profit. Bien décidé à faire votre trou dans le monde du travail, vous troquerez votre côté rebelle contre un autre côté : celui d'employé modèle !

Jupiter sera une bonne planète pour votre argent. Vous allez dresser une liste de courses pour la semaine et vous allez vous y tenir. Ami Cancer, ce sera judicieux pour votre trésorerie et cela évitera en même temps le gaspillage alimentaire.



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Vous la jouerez « décontracté » en refusant de paraître besogneux, car ce serait une honte à vos yeux. En réalité, vous fournirez d'énormes efforts pour atteindre vos objectifs. Vous obtiendrez votre réussite professionnelle grâce à votre persévérance.

Sur internet ou ailleurs, mieux vaudra éviter de vous emballer pour des plans financiers moins avantageux qu'il n'y paraîtra. Faites confiance à votre perspicacité pour ne pas vous exposer à des pièges, des contrefaçons ou à des erreurs de calcul.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez des facilités pour vous structurer, vous organiser, assumer vos responsabilités dans la concentration et le contrôle. Vous aurez aussi suffisamment de recul pour conserver en permanence un oeil critique et objectif sur votre travail.

Vous devrez prévoir des frais inhérents à votre habitation ou un objet courant de la vie quotidienne que vous devrez remplacer vite fait. Urgence ou pas, vous prendrez le temps d'étudier les devis afin de gratter par-ci, par-là, quelques euros.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pouvez amorcer une formation commerciale. Elle amène une corde de plus à votre arc. Mercure en Balance vous rend doué dans les échanges. Un travail d'équipe est au programme. Votre sens de l'initiative donne une belle image de vous dans la société.

Il y a de la dépense dans l'air. Elle risque d'être très importante. Vous prévoyez de faire des achats, mais un coup de coeur vous guette. Le shopping et de nouveaux vêtements haut de gamme sont la cause de frais. Une culpabilité peut arriver après ces achats.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une promotion vous permettra de vérifier la justesse de vos décisions. La Lune jouera la carte de l'ouverture. Sa présence donnera lieu à plusieurs actions : activation de vos échanges, promotion de vos idées, mise en avant de votre savoir-faire.

Sous la houlette de Jupiter, votre gestion financière sera à montrer en exemple. Elle pourrait être presque étudiée en cas pratique dans une école de commerce ! Votre enrichissement sera proportionnel aux efforts que vous allez fournir aujourd'hui...



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

À fond avec vous, Jupiter sera le coach dont tout le monde rêve. Positif, il vous accompagnera pour monter des projets, assumer des responsabilités ou briguer un meilleur statut. Vous aurez de quoi mettre toutes les chances professionnelles de votre côté.

Pluton dopera vos rentrées d'argent. Cela sera encore plus vrai si vous menez des négociations ou si vous avez demandé une augmentation. Les euros arriveront sur votre compte, ce qui vous permettra de faire fonctionner votre budget sans souci.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous n'aurez ni le temps ni l'envie d'analyser ce qui se passe. Vous ferez le job, voilà tout. Et vous le ferez bien, en honorant vos engagements. Plus les résultats seront bons, plus la fierté d'avoir tout fait pour les obtenir sera au rendez-vous.

Après avoir passé du temps à vous dépatouiller avec des démarches administratives et des contretemps, votre situation finira par s'éclaircir. Vous pourrez compter sur quelqu'un pour vous appuyer et éventuellement vous soutenir financièrement.



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Les rapports s'améliorent avec vos collaborateurs. L'un d'eux peut vous faire part d'un projet professionnel. Écoutez ses suggestions avec prudence. Elles sont tentantes, mais sont à étudier. Ne signez pas de nouveau contrat sans lire attentivement.

Vous pouvez dépenser par plaisir sans craindre de manquer de trésorerie. La stabilité est là tant que vous faites attention à vos frais. Gardez un peu de trésorerie pour les charges. La sagesse vous accompagne, malgré l'argent destiné aux loisirs.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Doué pour vous faire de nombreuses relations, vous rechercherez les honneurs et le prestige qui en découlera. Si vous êtes dirigeant d'entreprise, vous aimerez tendre votre carte de visite. Parfois, vous demanderez l'impossible à vos employés.

Vous n'aimez pas fonctionner à l'économie. Pourtant, en ce milieu de semaine, vos soucis financiers vous empêcheront d'agir, et par conséquent d'être libre. Arrêtez de dilapider votre argent par amour ou pour des caprices d'enfant gâté !

FOFY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie